

LE F.L.N. S'ORGANISE EN FRANCE

Couverture : Photo Segonzac/Paris-Match



LES LENDEMAINS D'UNE RÉVOLUTION

Jean FONTUGNE

Le général de Gaulle, après son voyage en Algérie, consacrera la fin du mois de juin 1958 à trouver une solution aux difficiles problèmes nationaux : stabilisation politique, stabilisation économique, réforme constitutionnelle. Il y parviendra rapidement.

Tout d'abord un sévère rappel au général Salan – à l'occasion d'une motion du comité central du C.S.P. Algérie Sahara –, suivi de nominations de hauts fonctionnaires civils en Algérie et en Corse, limite rapidement l'autorité de fait des responsables du 13 Mai.

Des comités d'étude préparent déjà activement les institutions nouvelles avec d'autant plus de facilité que les pleins pouvoirs obtenus le 3 juin ont permis de mettre les Chambres en congé pour six mois. Le combat d'arrière-garde mené, au nom de la République, par le président de l'Assemblée nationale pour que les commissions parlementaires poursuivent leurs missions n'a pas, finalement, rencontré l'audience souhaitée auprès des députés.

C'est donc en toute indépendance que le président du Conseil prépare la nouvelle Constitution, améliore les rapports de la France avec la Tunisie et le Maroc et envisage de prendre contact avec le Front de libération nationale, qui, de son côté, organise des attentats terroristes en France.

Le général de Gaulle trouvera d'ailleurs, au cours de cette période, l'appui tacite des gouvernements étrangers, convaincus que l'instauration d'un pouvoir fort à Paris facilitera le règlement du problème algérien. Ces gouvernements ont, de plus, d'autres soucis. La tension internationale s'est, en effet, rapidement aggravée avec l'insurrection au Liban, l'affaire de Chypre, la liquidation des dirigeants hongrois. Les chancelleries en oublient pour un temps l'Afrique du Nord.

Moscou, Washington et Londres n'ont d'ailleurs aucune raison d'être inquiets. Les représentants du nouveau gouvernement français prennent, en juin, dans les conférences internationales et dans les réunions des organisations européennes (accord États-Unis-Euratom, zone de libre-échange, etc.) la même position que leurs prédécesseurs de la IVe République.

Le général de Gaulle attend simplement d'avoir mis de l' « ordre dans la maison » avant de passer au règlement des problèmes de politique extérieure. Il s'y consacrera dès le mois de juillet en recevant les représentants des gouvernements étrangers à Paris.

J. F.

Sommaire n° 58 - Historia magazine n° 263

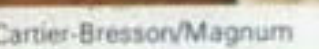
NAISSANCE DE LA CINQUIÈME



Place de la République, à Paris, le général de Gaulle prononce un discours pour présenter sa Constitution, le 4 septembre. Le choix de la date est probablement intentionnel : 4 septembre, proclamation de la IIIe République, après la chute du second Empire.

Gery/Paris-Match

la Constitution doit être le véritable acte de naissance de la Ve République



Cartier-Bresson/Magnum



Picou/Afrique-Photo

OUI CÔTE-D'IVOIRE



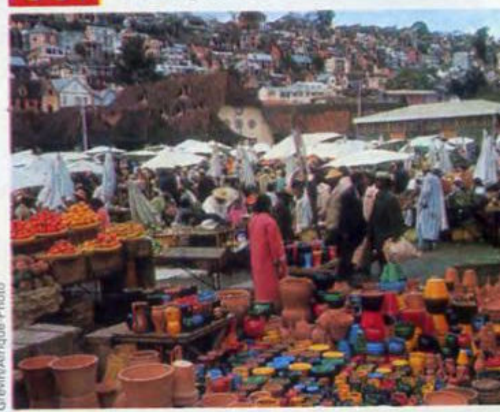
Naud/Afrique-Photo

OUI MALI



Gehel/Afrique-Photo

OUI DAHOMEY



Grévin/Afrique-Photo

OUI MADAGASCAR

ÉTÉ 1958. En principe, la IVe République continue. En réalité, le nouveau régime est déjà là. Avec la secrète satisfaction d'être enfin dirigé, le pays, dans son immense majorité, suit et approuve l'action du général de Gaulle, qui entend régler les trois grandes affaires qui, selon son expression, dominent notre situation : l'Algérie, l'équilibre financier et économique, la réforme de l'État. De fait, avec le périple africain, la dévaluation, le nouvel emprunt Pinay, toute l'attention se cristallise sur la préparation de la Constitution, qui sera le véritable acte de naissance de la Ve République.

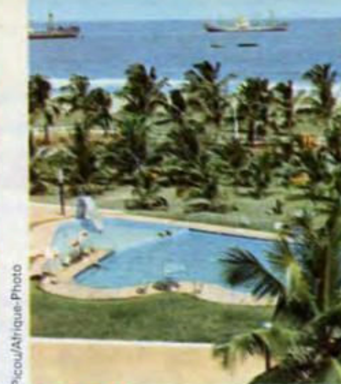
Ce n'est pas sans grincements de dents que l'Assemblée nationale a, le 3 juin, donné pouvoir au général de Gaulle de préparer une nouvelle Constitution. Malgré des formes parfaitement légales, certains n'ont pu s'empêcher d'effectuer un rapprochement entre le vote des pleins pouvoirs de juin 1958 et celui d'un certain 10 juillet 1940... Que les esprits chagrins se rassurent! Les conditions sont profondément différentes. Aujourd'hui, il ne s'agit pas d'une délégation, mais d'une « révision du mode de révision ». La loi du 3 juin



OUI MAURITANIE

Vincent/Afrique-Photo

OUI SÉNÉGAL



Picou/Afrique-Photo

OUI TOGO



OUI GABON



Naud/Afrique-Photo

OUI NIGER



Naud/Afrique-Photo

OUI R.C.A..



OUI CAMEROUN



Naud/Afrique-Photo

OUI TCHAD

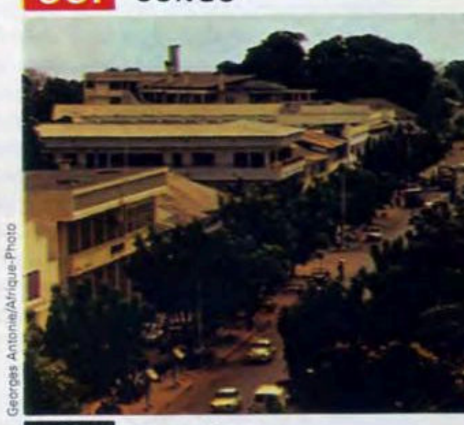


Naud/Afrique-Photo

OUI CONGO

DU 20 AU 29 AOÛT 1958, DE GAULLE FAIT UN PÉRIPLE EN AFRIQUE

Aux habitants des territoires d'outre-mer comme aux Français, le général de Gaulle fait connaître les grands thèmes de sa politique. A Fort-Lamy, le 21 août, il déclare à la population : « Dans quelque temps, va se lever un jour nouveau. Un jour de travail, d'efforts et d'espoir commencera. Cette aube nouvelle aura le nom de Communauté. Car c'est ensemble, habitants de la métropole française et des territoires d'outre-mer, que nous travaillerons et unirons nos efforts vers de nouvelles destinées. » L'opinion publique française est déjà acquise à une orientation libérale des rapports de la métropole avec les territoires d'outre-mer. Les leaders noirs seront sensibles à sa proposition de « Communauté ». Si l'on excepte la Guinée, tous les pays noirs feront un accueil chaleureux au général. Dans les territoires africains, le nombre des votants sera exceptionnel et les populations voteront « oui » à une majorité écrasante. Près de 100 % en Côte-d'Ivoire ; 99 % en Haute-Volta, en Oubangui-Chari, au Moyen-Congo ; 98 % au Dahomey, au Tchad ; 97 % au Sénégal, au Soudan ; 94 % en Mauritanie ; 92 % au Gabon ; 78 % au Niger, à Madagascar. Mais en Guinée, Sékou Touré fera voter « non » et proclamera l'indépendance le 2 octobre.



Georges Antonie/Afrique-Photo

NON GUINÉE

prévoit surtout de solides parapets, « cinq bases » que le nouveau gouvernement s'engage à observer : respect du suffrage universel, séparation de l'exécutif et du législatif, responsabilité parlementaire, indépendance du pouvoir judiciaire, établissement des rapports avec les peuples associés.

Ce n'est pas tout. Le gouvernement doit soumettre son projet à un Conseil constitutionnel dont les deux tiers des membres doivent être des parlementaires désignés par les commissions compétentes des deux assemblées. Le Conseil d'État, puis le Conseil des ministres auront encore leur mot à dire. Mais c'est le peuple souverain qui tranchera en dernier ressort par voie de référendum.

Compte tenu de toutes ces conditions, l'affaire est rondement menée. Dès le 29 juillet, un groupe de travail présidé par Michel Debré, achève la rédaction d'un avant-projet, sous couverture rouge, d'où le nom de « projet rouge ». Le comité consultatif constitutionnel s'en saisit aussitôt et dépose ses conclusions le 14 août. Parmi ses 39 membres, dont 26 parlementaires, aucune personnalité de premier plan. Les délégués ont été principalement choisis parmi les députés

une Constitution taillée à la mesure du général de Gaulle

qui ont voté l'investiture et les pouvoirs constituants. On distingue, cependant, Barrachin, Fourcade, Dejean, Teitgen, Triboulet, Senghor, Coste-Floret, le seul qui se soit abstenu.

Le C.C.C., comme on l'appelle simplement, n'apporte que peu de modifications. Il se préoccupe surtout de détails d'intérêt parlementaire, comme il se doit. Sur l'outre-mer, son rôle, malgré tout, n'est pas négligeable. Après des joutes, hermétiques pour les non initiés, entre partisans d'une « fédération » et d'une « confédération », c'est le mot « Communauté » qui l'emporte. Quant au général de Gaulle, s'il a présidé la séance inaugurale du comité, il s'est contenté de suivre d'assez loin les résultats de ses travaux.



Gamma

◀ Ici, comme partout en Algérie, des femmes musulmanes, pareilles à de grands oiseaux blancs effarouchés, s'engouffrent dans la mairie pour déposer dans l'urne leur bulletin de vote. Une occasion pour un très grand nombre de femmes de sortir de leur maison pour la première fois de leur vie. Un pas est fait vers l'émancipation. Leur participation massive contribuera au succès du général de Gaulle.


Bonzanini

◀ Malgré les consignes sévères du F.L.N. et les sévices, la participation électorale en Algérie est massive. 80 % des électeurs inscrits vont aux urnes. Sur les 3 476 394 suffrages exprimés, il y a 3 357 763 *oui* et 118 631 *non*. Dans les centres de regroupement la population peut voter sans craindre les représailles du F.L.N. Ailleurs, l'armée a multiplié les opérations pour protéger la population.

Les idées de Michel Debré

Achevée, la Constitution n'est une surprise pour personne. On y retrouve naturellement les idées personnelles du général de Gaulle émises lors du fameux discours de Bayeux, en 1946, et qu'il s'était contenté de rappeler, le 31 mai 1958, à l'hôtel La Pérouse devant les chefs des groupes parlementaires, à l'exclusion des communistes. Les points essentiels : maintien du régime parlementaire, renforcement de l'exécutif, législatif cantonné dans son domaine propre.

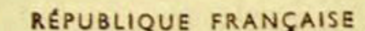
Mais regardons de plus près. Le chef de l'État, le président de la République, d'abord. Il commande les armées, dispose du droit de grâce... Rien de nouveau. Les innovations sont ailleurs. Son élection, pour commencer. Il est désigné par un corps électoral infiniment plus large que sous les deux régimes précédents. Près de 83 000 grands électeurs, ceux qui élisent les sénateurs. Avec un prestige renforcé, le président de la République nomme le premier ministre. Il peut dissoudre l'Assemblée nationale. Dans certains cas, il a la possibilité de recourir au référendum. Enfin, dans des circonstances exceptionnelles, « lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacés d'une manière grave et immédiate et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics est interrompu », l'article 16 permet au président de prendre les mesures exigées par ces circonstances.

Toutefois, l'article 5 précise qu'il assure, par son « arbitrage », le fonctionnement régulier des pouvoirs publics, ainsi que la continuité de l'État, ce qui laisse au gouvernement son importance. C'est en effet le gouvernement, avec à sa tête le premier ministre, qui « détermine et conduit la politique de la nation, qui dispose de l'administration et de la force armée et qui est responsable devant le Parlement ».

Après les errements de la IIIᵉ et surtout de la IVᵉ République, le Parlement apparaît réduit à la portion congrue. C'est là qu'on retrouve les idées de Michel Debré plus que celles du général. Le pouvoir législatif est composé de deux Chambres, l'Assemblée nationale et le Sénat, qui n'est autre que le Conseil de la République. Tout a été mis en œuvre pour éviter un retour au régime d'assemblée et régenter étroitement la vie parlementaire. L'innovation essentielle est l'incompatibilité des fonctions ministérielles et du mandat parlementaire. Comme on l'a abondamment souligné, elle vise à transformer les mœurs politiques et à empêcher que la vie des députés ne soit dominée par l'espoir d'être un jour ministre et par le désir de renverser le gouvernement pour « faire de la place ».

Un relent de bonapartisme

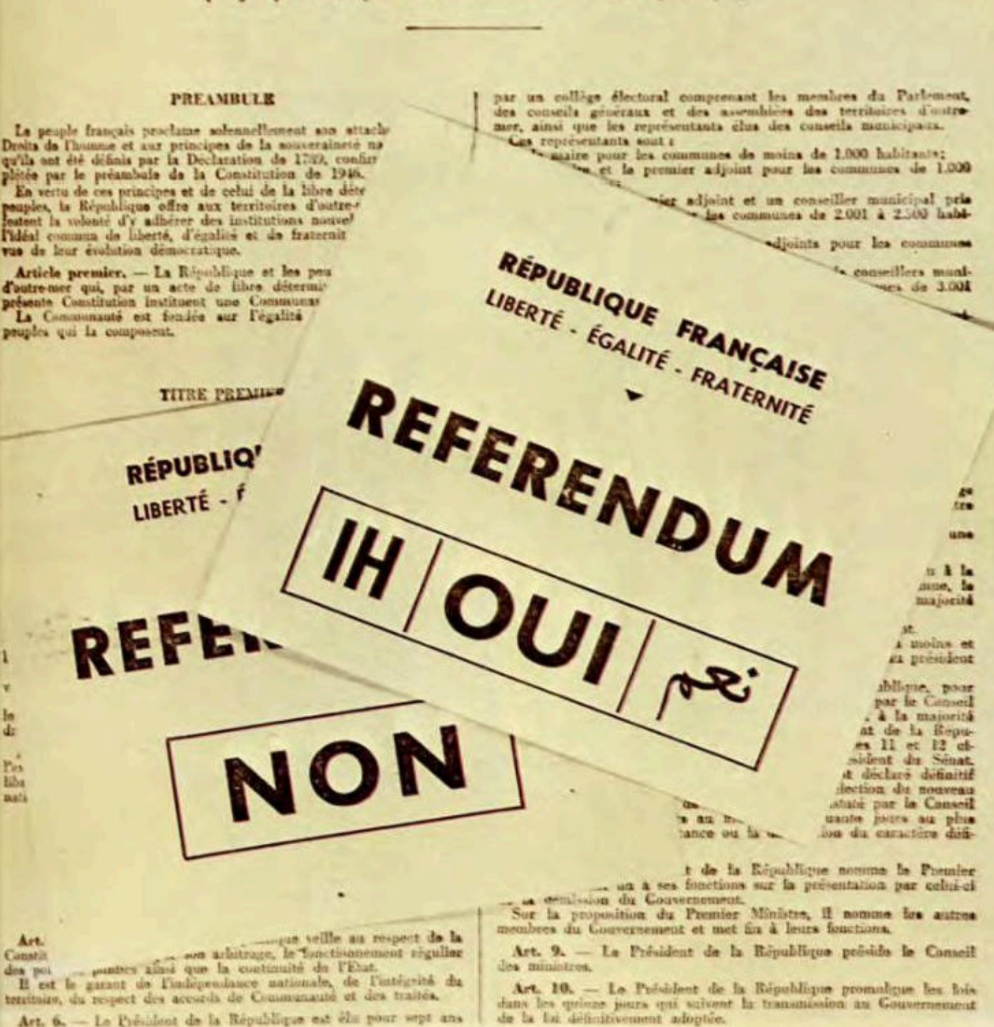
Autre innovation capitale. Pour la première fois dans l'histoire des assemblées françaises, le « domaine législatif » est étroitement réglementé par l'article 34 de la Constitution. A l'inverse, le gouvernement peut pratiquement intervenir dans tous les domaines et même recourir à des ordonnances avec l'accord du Parlement. Enfin, les propositions des assemblées ne sont pas recevables si elles peuvent entraîner une diminution des ressources ou une aggravation des



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSTITUTION

(*Projet présenté par le Gouvernement de la République*)



Doc. Ministère de l'Intérieur

◄ **5 octobre 1958 : la nouvelle Constitution de la Vᵉ République est promulguée. Parmi les opposants résolus à la Constitution, les communistes ont été les plus touchés par les résultats du référendum. Même dans la « ceinture rouge » de Paris, le *oui* l'a emporté.**

charges. D'autre part, des « mécanismes rigides et précis » commandent le travail parlementaire. Les sessions sont relativement courtes. Trois mois au printemps, trois mois à l'automne. Si le budget n'est pas voté dans les soixante-dix jours, le projet peut-être mis en vigueur par ordonnance.

Le régime parlementaire n'en subsiste pas moins mais, là encore, il est sévèrement « rationalisé ». Le premier ministre peut engager la responsabilité de son gouvernement, sur un texte ou une déclaration, de même que le Parlement peut prendre l'initiative de renverser le ministère. C'est alors qu'intervient la procédure de la motion de censure qui exige la signature préalable de 10 % des députés suivie d'un vote à la majorité absolue. Enfin, l'Assemblée ne peut proposer qu'une seule motion de censure par session.

Un Conseil constitutionnel complète l'ensemble. C'est lui qui veille à la régularité de l'élection du président et des membres des assemblées, à la régularité des opérations de référendum. Tous les projets de loi doivent lui être soumis avant leur promulgation. Le conseil comprend neuf membres, désignés par tiers par le chef de l'État et les deux assemblées. Reste enfin la Communauté, dont les États jouissent de l'autonomie. La compétence de la Communauté comprend la diplomatie, la défense, la monnaie, l'économie, l'enseignement supérieur, voire les matières premières stratégiques. Le chef de l'État en est le président.

Ainsi se présente un monument institutionnel qui, si l'on se réfère à la boutade de Bonaparte, est peut-être « confus » mais ne brille certainement pas par la brièveté ! La Constitution ne comporte pas moins de 92 articles... En tout cas, on se trouve en présence d'un régime « semi-présidentiel » dont l'exemple est assez rare de par le monde, puisqu'il se limite à la Finlande, à l'Autriche et à l'Irlande, pour ne pas parler de la défunte république de Weimar. Parlementarisme « orléaniste » également, à en croire les esprits avertis, qui reconnaissaient dans la Constitution de 1958 bien des dispositions de la Charte révisée de 1830. Système qui avait, d'ailleurs, gardé les faveurs de nombre de notables modérés, soucieux de relever le prestige de l'État, à commencer par Doumergue, Millerand, voire le maréchal Pétain, dont le projet constitutionnel de 1943 inspire, à certains égards, le nouvel ensemble institutionnel.

En attendant, dès son adoption en Conseil des ministres, le 3 septembre, la nouvelle Constitution suscite des réactions parfois vives. Dans l'ensemble, on se félicite de voir l'exécutif remis à sa place, non sans s'inquiéter, cependant, des possibilités offertes par l'article 16, ou encore par le référendum, qui a un relent de bonapartisme.

« La nation française refleurira ou périra »

Certains, et non des moindres, s'inquiètent de l'ambiguïté qui semble régner entre les pouvoirs du président et ceux du premier ministre. Le problème sera en partie réglé par l'attribution de « domaines réservés ». Enfin, bien des nostalgiques du régime d'assemblée considèrent que le Parlement est trop rabaissé et que la Constitution offre au pouvoir la possibilité de jouer du Sénat contre l'Assemblée. Possibilité qui ne se présentera d'ailleurs pas. Tout le monde s'accorde finalement à reconnaître que la Constitution a été taillée à la mesure du général de Gaulle et qu'elle réagit par trop contre les défauts du régime précédent.

Cela dit, en quelques jours, les prises de position se multiplient, absolues, intransigeantes. Chez les communistes, le refus est total, sans appel. On s'en aperçoit dès le 4 septembre. Ce jour-là, la date n'est d'ailleurs pas sans importance, le général de Gaulle a voulu présenter lui-même le texte de la nouvelle Constitution au peuple de Paris, au cours d'une grandiose manifestation, place de la République. Le parti communiste saisit l'occasion pour provoquer une violente contre-manifestation de masse. Aussi, dès l'aube, les forces de police sont-elles sur le pied de guerre. Des barrages imposants interdisent ►

partisans du oui et du non s'affrontent dans les réunions

◀ Une attitude du général de Gaulle qui deviendra vite familière aux Français. Gaullistes ou non, tous suivront avec un grand intérêt, voire avec passion, ses conférences de presse.

Erwitt/Magnum

La jolie Marianne de ▶ Lefor-Hopeno a inspiré à un esprit facétieux tout autre chose qu'un engagement politique. L'enfant, indifférent, dessine des cubes... et des chats...

les abords de la place. Le filtrage est sévère pour tous ceux qui ne bénéficient pas de cartes d'invitation.

Grâce à ces précautions, la cérémonie peut se dérouler dans le calme, l'ordre, avec une solennité froide et guindée. Après une remise de décorations à des employés et des ouvriers méritants, André Malraux exalte l'esprit de la Résistance et de la France. Pendant que parvient, assourdi, l'écho des violentes bagarres qui opposent les forces de police aux manifestants dans les rues adjacentes, l'auteur de *l'Espoir* s'écrie : « Vous ne laisserez arracher votre espoir ni par ceux qui ont intérêt à la faiblesse de la République ni par ceux qui ont intérêt à la faiblesse de la France ! » L'arrivée du général de Gaulle soulève ensuite les acclamations de l'assistance. Une fois de plus, c'est le personnage historique, le chef prédestiné, le dépositaire du destin du pays qui parle : « Le déchirement de la nation fut de justesse empêché. On a pu sauvegarder la chance ultime de la République... Bref, la nation française refleurira ou périra suivant que l'État aura ou n'aura pas assez de force, de constance, de prestige pour la conduire là où elle doit aller. »

Les incartades de Bidault

Les jours suivants, on est fixé sur l'attitude des grands partis. Chez les républicains sociaux, le *oui* ne pose naturellement aucun problème. Debré, Chaban-Delmas se félicitent des perspectives ouvertes par la nouvelle Constitution, tandis que Soustelle déclare : « Nous avons le droit de dire que l'Histoire nous a donné raison. Notre espoir est devenu réalité... Nous devons travailler à ce que le référendum marque définitivement [...] la fin du « système » que nous avons combattu. » Chez les indépendants le *oui* ne soulève pas davantage de difficultés. Ils veulent un exécutif fort, une France prospère et respectée. Au M.R.P., l'adhésion l'emporte aussi facilement, malgré les discussions au sein de la famille, les incartades de Georges Bidault. 121 voix contre 12.

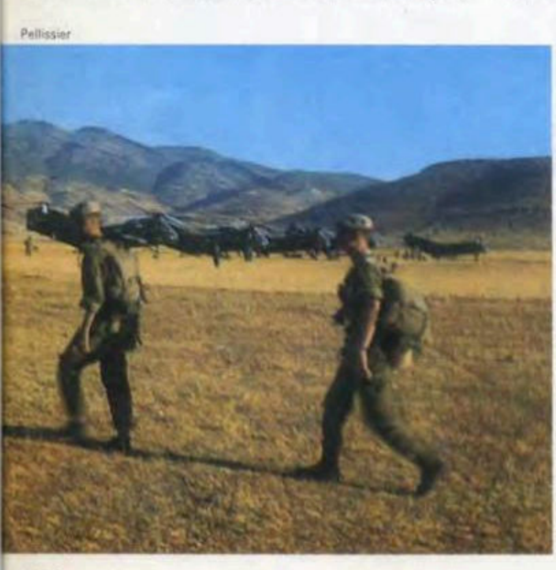
C'est l'attitude de la S.F.I.O. qui est surtout attendue. Guy Mollet est partisan de la nouvelle Constitution ; avec le ralliement spectaculaire de Gaston Defferre, il est sûr de l'emporter. Pour le maire de Marseille, le *oui* signifie le point de départ d'une politique libérale en Algérie. Il faut faire un pari sur l'action de l'ancien chef de la France libre. Après quatre jours de débats, le *oui* l'emporte au congrès du parti socialiste. La motion sur l'Algérie enlève plus de 83 % des mandats. Cependant, le congrès marque une scission et le départ des minoritaires qui, avec Depreux, s'opposent au nouveau système et entendent défendre la République et ses libertés, « certains de rester fidèles

Ce fellah, comme tant d'autres, a quitté sa mechta pour aller voter. L'Algérie fera confiance au général de Gaulle. ▼



Gamma

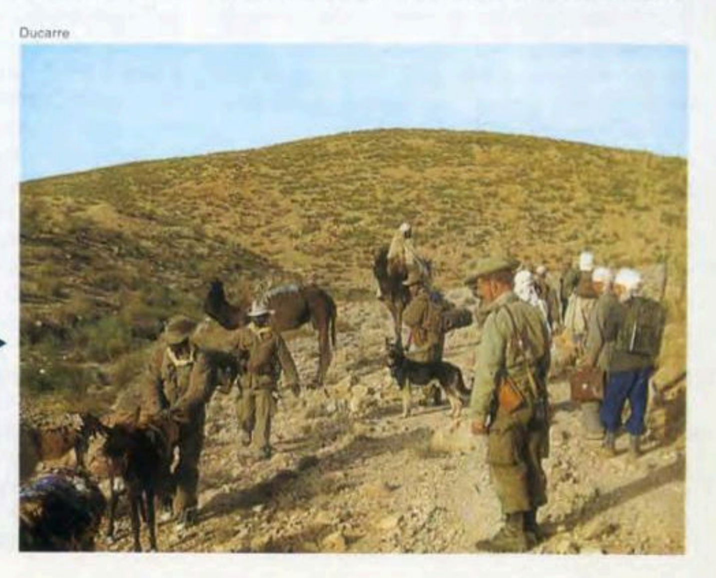
Pellissier



◀ Sous un soleil qui mord la nuque, des soldats partent en opération. Le F.L.N., à l'approche du référendum, multiplie les actes de terrorisme et les attentats contre les musulmans.

Les dirigeants F.L.N. ▶ ont demandé à l'A.L.N. de « continuer la lutte impitoyable ». Depuis, l'action militaire, partout, s'intensifie. Ici, un groupe de harkis patrouille dans l'Aurès.

Ducarre





Izis/Paris-Match

à l'idéal du socialisme de Jean Jaurès et de Léon Blum ».

Restent les radicaux. Là, l'incertitude est grande, après les déclarations fracassantes de Mendès-France, qui marque son hostilité à l'égard d'un texte dont les faiblesses « soulignent l'intention des auteurs de refouler la démocratie » et « organisent comme à plaisir les conflits de pouvoirs ». Pour lui, le mal n'est pas dans les institutions, mais dans la guerre d'Algérie. Tant qu'elle se prolongera, « il n'y aura pas de solution à la crise française, il n'y aura pas de sécurité pour la République ».

Un duel serré

Malgré la position minoritaire de P.M.F., l'effet est certain au congrès du parti radical. Après un duel serré Mendès-France - Gaillard, le *oui* ne l'emporte qu'à une faible majorité.

A partir du 15 septembre débute la campagne du référendum, fixé au 28 septembre. Partisans du *oui* et du *non* s'affrontent dans les réunions, dans la presse, par voie d'affiches. Les inscriptions fleurissent sur les murs, les routes, les trottoirs. Pour la première fois, la radio et surtout la télévision sont massivement utilisées. Mais chaque parti ou chaque groupement ne disposera que de cinq minutes avant le bulletin du soir... et défense de se plaindre de l'orientation donnée à l'information et de dénoncer la propagande du gouvernement! Enfin, un mouvement contre l'abstention se manifeste, dirigé par André Maurois. Les évêques emboîtent le pas. Un seul invite ses ouailles à voter *oui :* Mgr Le Bellec, de Vannes.

Naturellement, le chef du gouvernement ne reste pas absent de la campagne, même s'il affecte de considérer le référendum comme une « formalité ». Du 19 au 21 septembre, le général de Gaulle visite successivement quatre grandes villes françaises, considérées comme représentatives de l'opinion : Rennes, Bordeaux, Strasbourg, Lille. Partout, l'accueil est chaleureux, voire enthousiaste. Partout, le général réclame une adhésion qui pour ne pas être encore franche, doit être du moins « massive »! Suivant la quantité des suffrages qui approuveront cette immense réforme, la situation de la France vis-à-vis d'elle-même, de ses enfants et du monde sera complètement différente. Les résultats de la tournée paraissent encourageants. Malgré tout, les prévisions restent incertaines. Les plus optimistes comptent sur 60 à 65 % de *oui.*

Le 28 septembre arrive enfin. On vote en France. On vote en Algérie, pour la première fois au collège unique. On vote dans les territoires d'outre-mer. Mais la signification n'est pas la même partout. Dans la métropole et en Algérie, il s'agit d'accepter ou de rejeter le texte proposé; dans ce qui était l'Union française, de choisir entre l'autonomie et l'indépendance.

« De Gaulle, c'est mon homme ! »

La sanction est un succès complet, total, pour le gouvernement. La participation électorale est d'abord exceptionnellement élevée : 15 % d'abstentions seulement, ce qui peut être considéré comme un record. Quant au *oui,* il l'emporte partout de façon massive, que ce soit en France ou en Algérie. Plus de 17 600 000 *oui* dans la métropole contre 4 600 000 *non.* Dans les territoires d'outre-mer, l'adhésion est encore plus écrasante, à l'exception de la Guinée qui, en votant *non,* refuse d'entrer dans la Communauté.

Les observateurs s'empressent, aussitôt, de décortiquer les résultats. Visiblement, le corps électoral a voté pour que « cela change ». Le rôle de l'homme providentiel a été déterminant comme aux élections de l'an VIII, avec le projet présenté par Bonaparte. Le parti communiste et les formations qui ont prôné le *non* ne retrouvent pas leur clientèle habituelle. Le *oui* l'a emporté dans toute la « ceinture rouge » de Paris, à une exception près.

« De Gaulle, c'est mon homme », déclare crûment un militant communiste. De fait, nombre de grands ténors sont désavoués, à commencer par Depreux, Bayet, Tanguy-Prigent, Jean Masson, Daladier, Mendès-France. Ces trois derniers renonceront sans tarder à leur mandat de député.

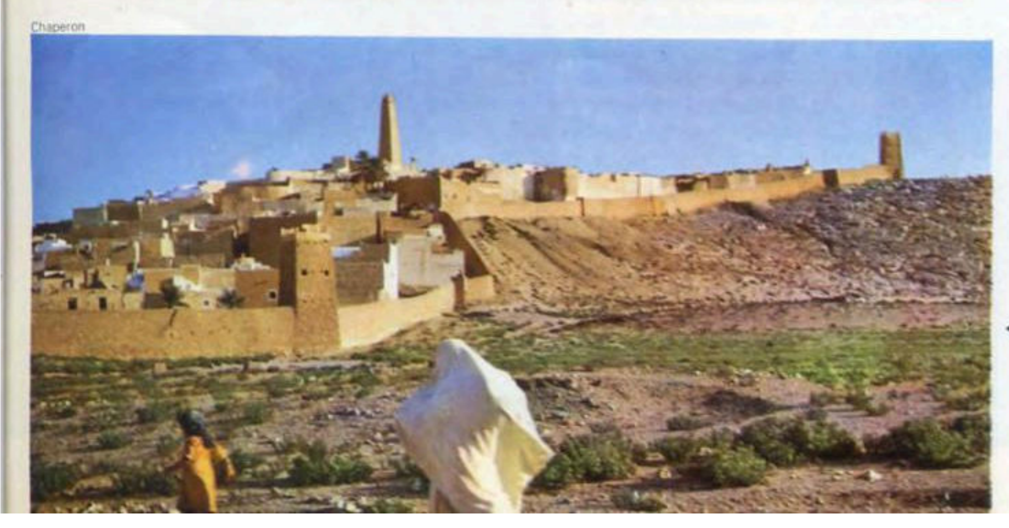
La victoire du général de Gaulle est donc totale. Dans une des trois affaires qu'il considère comme capitales, la réforme des institutions, il vient de remporter un succès complet. Restent le redressement économique et surtout le problème de l'Algérie, où, malgré l'instauration du collège unique, l'ambiguïté demeure. H

Philippe MASSON

Chaperon

ON VOTE CHEZ LES MOZABITES

Chaperon

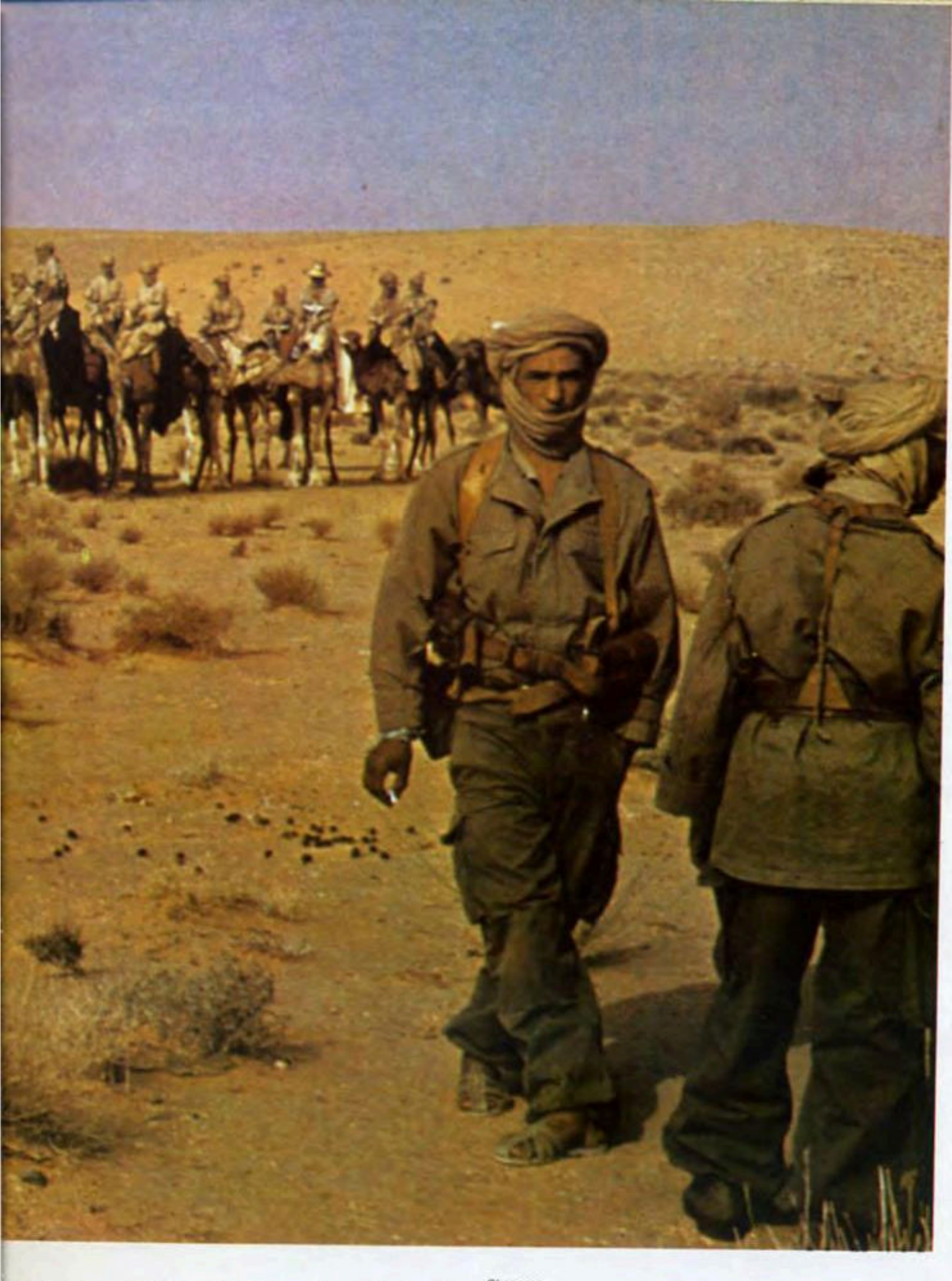


◀ La ville sainte de Beni-Isguen. Elle est bâtie en amphithéâtre sur le flanc d'une colline et entourée d'un haut mur percé de trois portes qui sont fermées la nuit. Il est interdit de photographier, et nul étranger ne peut habiter la ville ni même y passer la nuit.

CETTE année-là sera une année difficile pour les Mozabites. Les événements du 13 Mai se sont déroulés trop vite, en dehors du Mzab. Les Mozabites n'ont pas eu à prendre de risques politiques. Le Mzab, heureusement, permet encore un certain recul.

Seulement, le référendum du mois de septembre, les volontés égalitaires des « Français à part entière » exprimées par le général de Gaulle, un certain souffle indiscernable d'émancipation, ont créé un courant nouveau, perturbateur et inquiétant.

Les Arabes, nombreux maintenant, donnent des soucis aux Mozabites. En effet, une des conséquences immédiates de la modernisation est d'amener des étrangers au Mzab. La découverte des



◀ **Une compagnie de méharistes en patrouille. Ce sont des Chaambas de Metlili. Ils contribuent à assurer la sécurité au Mzab. Pendant cette période préélectorale, l'armée va multiplier les quadrillages afin de protéger les populations contre les actes de terrorisme du F.L.N.**

gisements d'Hassi-Messaoud et d'Hassi-R'Mel renforce l'implantation étrangère. Des quartiers arabes se créent autour de Ghardaïa : Aïn-Lebeau, Mermed, Baba-Ali, Teniet-el-Maghzen. Les intervalles des villes mozabites se meublent de maisons disgracieuses comme autant de vagues battant les flancs des enceintes fortifiées. Le nombre des Arabes atteint 30 % de celui des Mozabites, dont le monopole, en matière de réseau commercial, est menacé. Les commerçants arabes se multiplient.

Mais ce danger n'est pas le seul. L'action psychologique française a pris forme. Son efficacité menace les coutumes. Elle prône l'égalité entre l'homme et la femme, le droit pour tous à l'instruction et à une certaine liberté. Elle affirme que tradition n'est pas coutume.

Devant ces assauts qui les bousculent, les Mozabites sont divisés. Les luttes latentes des çoffs se réveillent. Très vite, deux partis s'opposent, qui vont dominer la vie politique du Mzab. Celui des conservateurs, avec pour chef Hadj Boukamel Mohammed Ben Abdallah, et le parti réformiste, avec le cheikh Bayoud. Deux noms de partis qui contiennent en eux-mêmes leur programme. Devant cette situation, les Mozabites ont décidé de se battre sur deux fronts : celui de la Constitution et celui du vote des femmes.

Les passions déchaînées

La Constitution, c'est d'abord le référendum du 28 septembre. Elle allait déchaîner les passions.

Les Mozabites sont partisans de l'établissement en France d'un pouvoir fort et stable, d'un interlocuteur dont la ligne politique ne subirait pas de fluctuations tendant à remettre en cause le principe des accords de 1853 – ces accords incluant la présence d'une force armée assurant leur sécurité et garantissant leur commerce.

Ce référendum les oblige à sortir de leur réserve, non pas à se prononcer sur la Constitution, mais, en fait, à ▶

Chaperon

Les notables de Ghardaïa se sont réunis pour discuter des problèmes soulevés par le référendum qui ne sont pas seulement d'ordre politique. Au Mzab, le peuple est traditionaliste et les hommes préféreraient aller en prison plutôt que de mener leur femme aux urnes. ▶

le vote des femmes, cas de conscience pour les Mozabites



Coll. particulière

formuler un acte de foi en la France, et ceci en pleine rébellion.

En outre, ce vote exige la participation des femmes car, disent les autorités, il doit être massif. Or faire voter les femmes, c'est les amener aux bureaux de vote, donc les faire sortir de leur maison et leur reconnaître une personnalité politique. Tout cela est contraire aux coutumes.

Les autorités françaises, de leur côté, se livrent à une propagande réaliste. Voter *oui*, c'est voter pour la France. L'abstention est un acte négatif. La pluralité du vote est anticonstitutionnelle. Un vote qui n'est pas massif n'aura pas de valeur. Le crédit politique de la communauté sera fonction des voix exprimées. Vote qui veut. Les coutumes doivent être adaptées aux réalités contemporaines. Elles se différencient de la religion, elles sont dynamiques et admettent des accommodements par opposition à la religion qui, elle, est statique et intransigeante.

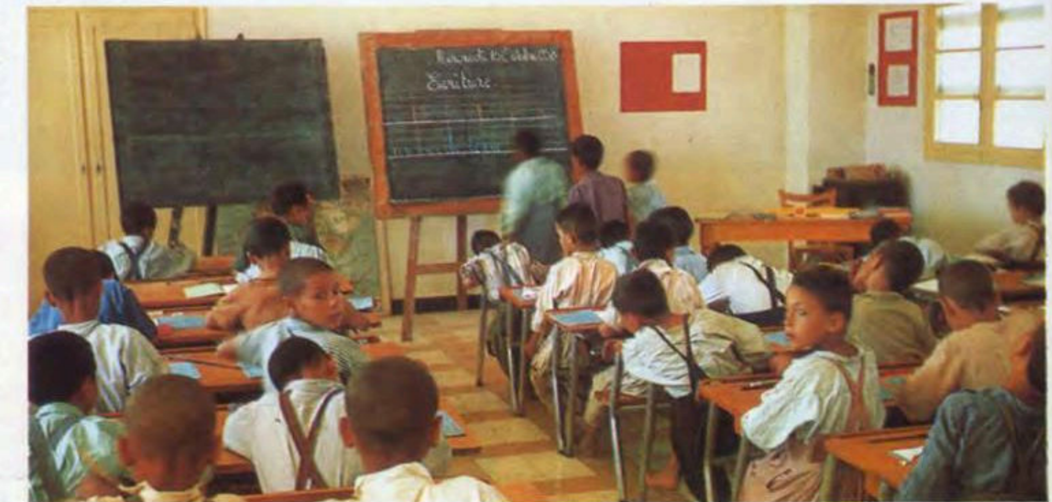
L'évolution des coutumes facilite celle de la société. Une société n'avance pas seule. Une société qui recule finit par mourir.

Ce référendum posait aux Mozabites un véritable cas de conscience. Les chefs des différents partis et les chefs religieux se réunirent et, dans une lettre aux autorités administratives, en juillet, le cheikh Ahmed Bayoud fit connaître la position de la communauté.



Chaperon

Sur la place du marché, à Ghardaïa *(photo de droite)*, des hommes vaquent tranquillement à leurs occupations. La participation des femmes au vote posera aux Mozabites un grave cas de conscience. La présence des jeunes appelés parmi eux achèvera de les troubler. Qu'il soigne, enseigne, joue avec les enfants ou bavarde avec les vieux, le soldat est en contact direct avec la population. Il discute avec les jeunes qui entrevoient des horizons nouveaux et parfois échappent à l'emprise des anciens.



Chaperon

La prison ou les urnes

Il expliquait notamment que le vote des femmes serait « un véritable suicide » pour elles et que les Mozabites préféraient aller en prison que de conduire leurs femmes aux urnes. Il profitait de l'occasion pour souhaiter que « la France, dans son immense bonté, continuerait à exempter les Mozabites du service militaire obligatoire ».

Les Mozabites étaient donc décidés à voter d'une manière affirmative, mais avec un suffrage réduit puisqu'il fallait décompter les voix féminines non exprimées et celles des commerçants, pour lesquels le vote par correspondance était interdit. Cette mesure fut rapportée trois jours avant le référendum mais trop tard pour intervenir en discussion sur le décompte des voix masculines exprimées.

Un rapide calcul dénombrait 30 % de voix exprimées et 70 % d'abstentions. Cette position initiale avait l'avantage de contenter tout le monde puisque la France serait satisfaite de voir que tous ceux qui étaient en mesure de voter avaient agi dans un sens national alors que les rebelles interpréteraient l'abstention comme un signe d'adhésion.

Cet échafaudage s'effondra sous la pression des autorités, qui ramenèrent le problème à ses données arithmétiques. Ainsi, le vote serait bien l'expression du vœu de la communauté qui s'engageait sans équivoque en ayant toutes les données du problème. Le résultat du référendum serait celui de son choix.

Les chefs politiques imposèrent une réunion publique qui eut lieu à Ghardaïa, présidée par l'officier d'action psychologique.

Cette réunion fut axée, dans une première phase, sur l'exposé de la Constitution. Elle témoigna du souci du Mozabite de connaître la nouvelle Constitution et ce, par rapport à celle de 1947. De nombreuses questions furent posées, montrant que l'auditoire entendait placer le référendum sur le plan du droit plutôt que sur le plan affectif. Elle montra également le degré de culture française atteint non seulement



Georges Viollon

par les responsables présents, mais aussi par la centaine de jeunes présents et invités.

On ferme boutique

Mais bien vite, le fond du problème apparut, « voter contre la Constitution, c'était, en fait, voter contre la France; le crédit des cités, des partis, de la communauté, serait proportionnel au nombre des voix exprimées ». Le cheikh Bayoud, chef des réformistes, le comprit et refusa de reprendre le texte de sa lettre qui précisait que les femmes ne participeraient pas au vote. Cette position nouvelle contraria les conservateurs qui, à leur tour, se dérobèrent.

La position mozabite, qui aurait dû faire preuve de cohésion s'effrita sous l'argumentation de l'officier d'action psychologique, qui s'inséra entre les conservateurs et les réformistes.

De nombreuses rencontres eurent lieu entre conservateurs et réformistes dans les jours qui suivirent: des pétitions, adressées au gouvernement français, avortèrent faute d'unanimité... et le jour du référendum arriva.

Ce jour-là, le soleil est comme toujours au rendez-vous. Mais les commerçants ont fermé boutique. L'ambiance qui règne est faite d'attention soutenue et de vigilance. Les dernières heures ont fait l'objet d'ultimes transactions. Les femmes voteront, cela a été décidé. Mais les femmes mozabites utiliseront des bureaux de vote différents de ceux des femmes arabes, eux-mêmes différents de ceux des hom-

◀ La place du marché, à Ghardaïa, est bordée de boutiques en arcade. Devant la maison du caïd, se trouve le M'cola de sidi el-Hadj Bouhafr, une plate-forme qui s'élève à 1,50 m du sol. Les fidèles y montent pour faire leurs prières au-dessus des impuretés du sol.

Une rue de Ghardaïa. ▶ Au Mzab, l'artisanat est très réputé. On y confectionne des tapis et des tissus aux dessins géométriques de couleurs éclatantes ; on y tisse également de magnifiques burnous en poil de chameau. Les Mozabites travaillent aussi l'argent avec une grande habileté.

Beni-Isguen : une suite de ruelles tortueuses. Pour le Mozabite, aller sept fois à la ville sainte dans sa vie équivaut à un pèlerinage à La Mecque. La raison morale de vivre du Mozabite est sa foi religieuse, sa raison sociale est le commerce. ▼

Jean-Claude Peret

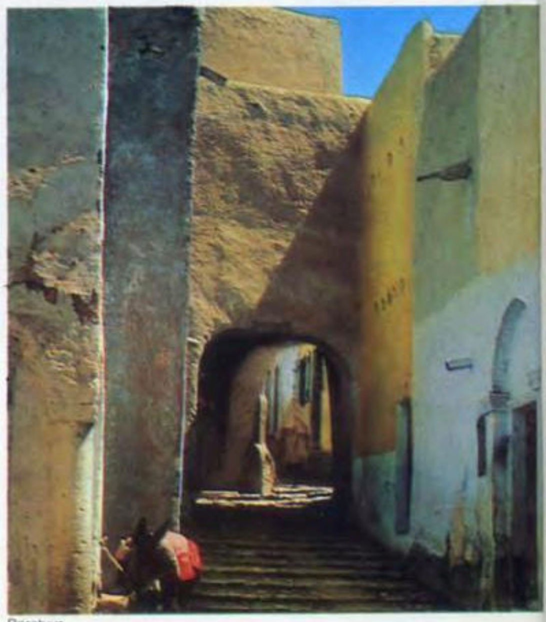
les jeunes soldats français du contingent, parties prenantes dans l'ambiance du Mzab

mes. Et les femmes mozabites, pour la première fois de leur vie, sortent de leur maison pour exprimer un vœu politique. Les autorités n'ont exercé aucune pression. Chacun, chacune a voté librement. Les responsabilités ont été prises. L'élan est réel.

En atténuer la vigueur, en déformer le sens, serait mentir. Car le vote est finalement massif et positif. Pensant que la France est déterminée à rester au Sahara et tenant à conserver un large crédit auprès des autorités françaises, la communauté s'est décidée à voter avec la participation des femmes, ce qui représente un énorme sacrifice moral et même spirituel. On peut se demander si l'intérêt mozabite était effectivement d'exprimer sa participation d'une façon aussi compromettante, mais on doit reconnaître que, ce jour-là, la communauté mozabite, comme les Arabes dépendant des bureaux de vote de Ghardaïa, fit confiance à la France.

Les mois qui suivent ne confirment pas les espoirs escomptés. L'équivoque dans laquelle le général de Gaulle maintient l'opinion ne peut manquer d'avoir quelque résonance dans les esprits.

D'abord, l'égalité prônée trouble les Mozabites. Les jeunes appelés se révèlent des propagandistes et des contestataires dangereux. Depuis cinq ans, la France envoie des jeunes du contingent au Mzab. Par curiosité, par essence même, ces hommes se rapprochent du peuple et cherchent son contact. On est loin de ces corps de métier distants dont Péguy exaltait la hauteur, le souci de rester au-dessus de la nation. Ces jeunes gens, arrachés à leur famille, placés dans un milieu inconnu, finissent par s'attacher à ce pays. Ils ne restent pas insensibles au



Derobert

charme aride mais combien noble des sites sahariens. Ils prennent mentalement possession de lieux dont le pouvoir d'attraction est légendaire.

En outre, le soldat, curieux, conver-

Jean-Claude Peret

se, interroge, et le jeune Mozabite prend part à la discussion. Il entrevoit des horizons nouveaux et sa pensée évolue, échappe partiellement à l'emprise des anciens.

Mais le jeune Français, qui ne met pas la main sur le cœur, demande des nouvelles de l'épouse, félicite de la naissance d'une fille, traite le vieux Mozabite familièrement de grand-père, s'étonne publiquement de devoir défendre un Mzab qui ne forme pas de soldats. Ce problème n'est pas nouveau et depuis 1918, les Mozabites ont pratiquement échappé à la conscription en fournissant un contingent insignifiant de 200 hommes, annulé d'ailleurs en 1921.

Soustelle a beau, lors de son passage à Ghardaïa, déclarer en privé que l'intégration n'est pas l'assimilation, il ne parvient pas à fournir l'argumentation qui permettrait au capitaine commandant la 4e batterie du 13e régiment d'artillerie stationné à Ghardaïa d'expliquer aux appelés que leur devoir est d'être là pour permettre aux natifs du pays de poursuivre leur commerce. Il apparaît vite que les jeunes Français sont une des parties prenantes de l'ambiance du Mzab. Ils donnent le ton et leur trouble trouve un écho dans les cœurs mozabites.

Le compromis, c'est parfait

Malgré cela, l'année 1958 se termine dans le calme et dans une ambiance psychologique favorable. Les Mozabites ont sauvegardé l'essentiel : leur personnalité et leurs coutumes. Ils ont dû, néanmoins, s'ouvrir aux exigences de la poussée nationaliste française et admettre une évolution politique. L'avenir apparaît mieux assuré avec un pouvoir français plus fort et dont l'audience internationale est meilleure.

La rébellion devra composer. C'est ce que disent certains qui reviennent des capitales arabes, du Caire notamment.

Le compromis, c'est parfait. Il offre la possibilité de s'intégrer dans un ensemble qui permettrait de conserver sa personnalité à la communauté. On cite le Liban et ses minorités religieuses, le propos de Soustelle sur « l'intégration qui n'est pas l'assimilation ». Les Mozabites restent attentifs après avoir subi sans trop de dégâts les élans, que certains ont voulu salvateurs, du 13 Mai.

Mais en réalité, personne ne sait encore que, sous le ciel constellé d'étoiles de ce 31 décembre d'où émerge du firmament la Polaire brillante comme l'espérance, le chemin à parcourir dans la solitude sera finalement plus difficile à suivre que celui des Mages dirigeant leur caravane vers le Messie. H

Lieutenant-colonel CHAPERON

Georges Viollon



Des antiquaires discutent sur la place du marché, à ▶ Ghardaïa. Dans toutes les villes du Mzab, la place du marché est le centre de rayonnement économique et politique. Les transactions, très animées, se pratiquent souvent aux enchères, comme à Beni-Isguen.



Le Mzab. Les oasis actuelles ont été créées par les Mozabites. Le nombre des puits dépasse 3 000 et celui des palmiers, 270 000. On y vénère le dattier. Le proverbe dit : « Tuer une abeille, c'est tuer un palmier ; tuer un palmier, c'est tuer soixante-dix prophètes. »



QUADRIL

◀ **Dans tout Algérien, la police française, en cette année 1958, voit un suspect. Les rafles sont nombreuses. Pour combattre le F.L.N., la police jouera sur sa rivalité avec le M.N.A. Avec succès. Entre les responsables des deux partis : un combat à mort.**

Vital/Paris-Match

DÉCAPITÉ, en février 1957, lors de l'arrestation de son chef, Mohamed Lebjaoui, et de plusieurs de ses adjoints, l'état-major de la Fédération de France du F.L.N. se reconstitue, un mois plus tard, sous la direction d'Omar Boudaoud. Ce Kabyle à l'œil et au cheveu clairs a le type européen, ce qui lui facilite les contacts dans la clandestinité. Il a pour adjoints deux intellectuels – Ladlani et un avocat, Me Haroun – qui se révéleront efficaces, puisque le trio mènera le combat en France – sans se faire arrêter – jusqu'à la fin de la guerre.

Le premier succès de cette nouvelle équipe est la mise sur pied d'une « commission de presse et de propagande » rénovée qui diffuse bon nombre de tracts et de brochures parmi l'émigration algérienne et dans les milieux politiques français et qui donne régulièrement son point de vue sur les événements en envoyant à tous les journaux des communiqués bien rédigés. Les membres de cette commission sont des étudiants qui reprennent leurs cours dans les facultés, en novembre 1957, après la suspension de l'ordre de grève universitaire lancé en mai 1956, et qui constituent, en janvier 1958, après la dissolution de l'Union générale des étudiants musulmans d'Algérie (U.G.E.M.A.), la « section universitaire du F.L.N. ». On trouve notamment, parmi les principaux animateurs de cette équipe, un ancien responsable de l'U.D.M.A., Ahmed Hadj Ali, barbu et disert, qui fait d'éloquentes tournées dans les salles de rédaction, et deux militants qui sont aussi de remarquables théoriciens politiques : l'étudiant en droit Aziz Ben Miloud et l'étudiant en philosophie et en histoire Mohamed Harbi.

La Fédération de France du F.L.N. s'appuie sur une organisation parasyndicale, qui est, en fait, sa couverture légale, l'Association générale des travailleurs algériens (A.G.T.A.) – fondée et dirigée par Safi Boudissa – pour développer son influence auprès des travailleurs algériens. Elle mène, pour que cette influence soit définitivement prépondérante, une lutte implacable contre le M.N.A. de Messali Hadj.

Celui-ci a constitué, lui aussi, une organisation syndicale, l'Union syndicale des travailleurs algériens (U.S.T.A.), et il reçoit une aide discrète, mais de plus en plus précise, de certaines autorités administratives et même policières françaises qui, sachant bien que le F.L.N. est l'ennemi principal, s'emploient à renforcer ses adversaires les plus redoutables à l'intérieur même de l'univers algérien. Les affrontements entre responsables F.L.N. et responsables M.N.A. se font non seulement à coups de tracts polémiques, mais à coups de mitraillette. Des commandos armés du M.N.A. abattent plusieurs responsables zonaux du F.L.N., qui, de son côté, liquide physiquement, à la fin de l'année 1957, deux des plus actifs dirigeants de l'U.S.T.A., Ahmed Bkhat et Abdallah Filali.

Les actions de ce genre sont d'abord effectuées par des « groupes de choc » spécialement formés pour chaque opération. La direction du F.L.N. de France décide cependant très vite de donner aux hommes du « choc » un statut à la fois particulier et permanent au sein d'une Organisation spéciale.

Ce Kabyle à l'œil clair

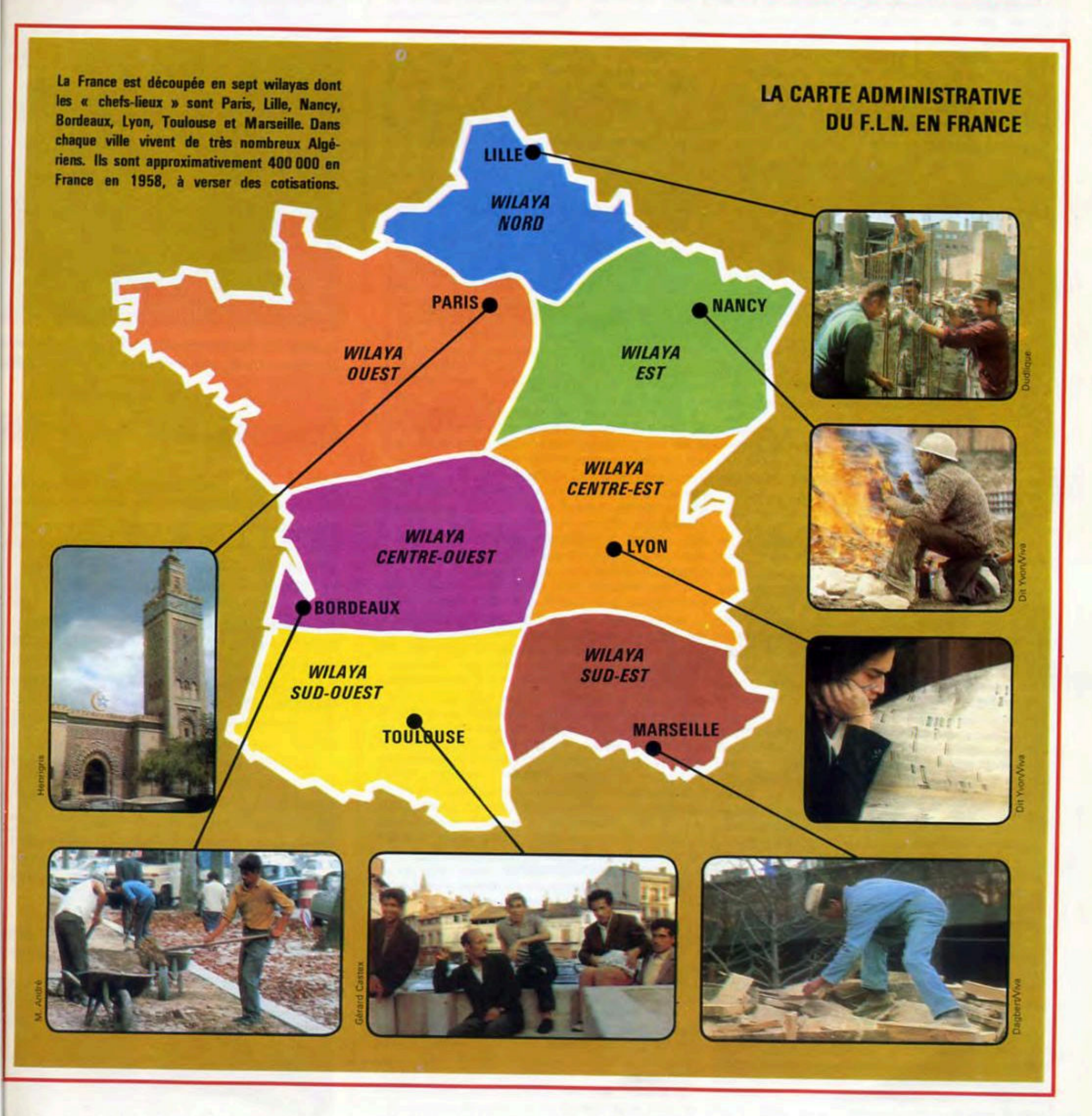
L'O.S. comprend, à la base, des cellules composées, le plus souvent, de trois *fidayin* : un tireur d'élite, un poseur de bombes et un organisateur chargé de préparer, dans le détail, sur le terrain, les opérations à accomplir, d'établir les liaisons logistiques et de déjouer les surveillances policières. Trois « cellules » forment un « groupe »; ces groupes appliquent les directives de « chefs zonaux » et de « chefs régionaux » – par exemple, pour le nord de la France, un ami de Ben M'Hidi, Mourad Ben Haïtig, *alias* Souhami, ou, pour le Sud-Est, un Algérien de trente ans, de mère allemande, Omar Haraïg, puis un jeune leader de dix-neuf ans, Meziane Chérif Abderrahmane, *alias* Allaoua, *alias* Jean-Louis Didier. Les « chefs de zone » sont eux-mêmes placés sous les ordres d'un leader responsable de toutes les activités de l'organisation et, à ce titre,

Keystone



Les hommes de « choc » du F.L.N. s'attaquent ▶ à leurs « frères » algériens, mais aussi à des personnalités pieds-noirs qui symbolisent la colonisation. La répression se fera chaque jour plus forte.

AGE F.L.N. EN FRANCE



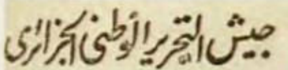
membre du comité fédéral dirigeant collectivement la Fédération de France.

Ce leader est un Kabyle de Tizi-Ouzou, Rabah Bouazziz, dont le nom de guerre est Saïd (et quelquefois aussi Farid). Il a combattu, au cours des premiers mois de l'insurrection, dans la wilaya 3, alors que celle-ci était dirigée par Omar Ouamrane. Il s'est replié ensuite dans la capitale et s'est rendu en France, en septembre 1957, à la fin de la « bataille d'Alger ». D'abord responsable à Lyon, il est « monté à Paris » pour exercer, au début de 1958, son commandement national.

L'O.S. ne se contente pas de mener l'offensive contre les hommes du M.N.A., les personnalités qui symbolisent la grosse colonisation (attentat manqué contre Henri Borgeaud à son domicile du boulevard Suchet) et les « collaborateurs des Français » (autre attentat – également manqué – contre le sénateur Barakrok, le 28 novembre 1957). Elle monte aussi des « expéditions punitives » contre les Algériens qui refusent de cotiser au F.L.N., car si le sentiment patriotique est assez fort, au sein de l'émigration algérienne, pour que la plupart des concours apportés à la résistance soient volontaires, il existe tout de même des réfractaires qui renâclent devant le « devoir de payer la ▶

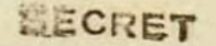
Rapport au Comité de coordination et d'exécution

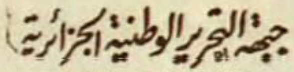
Tandis que se déroulaient les événements du 13 mai à Alger, tandis que le général de Gaulle revenait au premier plan de la politique internationale, les dirigeants du F.L.N. s'interrogeaient. Comment la situation allait-elle évoluer? Quelle politique de Gaulle allait-il adopter? Celle, libérale, du discours de Brazzaville ou celle des ultras, dont l'action à Alger venait de le porter au pouvoir? Le colonel Ouamrane, responsable de l'armement et du ravitaillement général au sein du C.C.E., l'un des premiers chefs de la wilaya 4, compagnon de maquis de Krim Belkacem dès 1947, profita d'un long séjour au Caire pour faire le point sur la situation générale de la révolution algérienne, sur celle des maquis et sur l'impact du F.L.N. sur le peuple algérien. Le 8 juillet 1958, il mit le point final à un long rapport qu'il adressa aux membres du Comité de coordination et d'exécution, organe directeur de la révolution algérienne. Son pessimisme, ou sa franchise, sera diversement apprécié.


جيش التحرير الوطني الجزائري

ARMÉE DE LIBERATION NATIONALE ALGERIENNE

Bureau Central du Caire


SECRET


جبهة التحرير الوطنية الجزائرية

FRONT DE LIBERATION NATIONAL ALGERIEN

المكتب المركزي بالقاهرة

DEPARTEMENT DE L'ARMEMENT ET DU RAVITAILLEMENT GENERAL

RAPPORT AU C.C.E.

L'heure est grave.

La révolution algérienne, qui avait, en peu de temps, embrasé tout le pays et bouleversé le dispositif politico-militaire colonialiste, suscitant ainsi l'admiration du monde entier, cette révolution marque le pas et il faut même reconnaître qu'elle régresse.

I. – SITUATION - A. SITUATION INTÉRIEURE

1) Aspect militaire :

L'A.L.N., qui a atteint une puissance respectable par ses effectifs et son armement, subit actuellement de lourdes pertes (plus de 6 000 moudjahidin *tombés en deux mois dans la seule zone de Duvivier), l'ennemi ayant augmenté ses moyens et adapté sa tactique (école Bigeard).*

Si au cours de l'année écoulée nous avons pu acheminer vers l'intérieur un armement assez important, son renouvellement et l'approvisionnement en munitions sont actuellement très difficiles à cause du bouclage des frontières.

Les pertes en cadres compétents, formés politiquement, ne sont malheureusement pas compensées par la promotion de jeunes suffisamment aguerris.

Le peuple, soutien indispensable de la révolution, a subi une répression terrible. La disparition des cadres politiques, des jeunes en général, la répression sous diverses formes ne peuvent qu'amoindrir sa résistance et réduire son apport à la révolution.

2) Aspect politique :

L'unité rétablie à la base est menacée au sommet. Le C.C.E., tiraillé par des contradictions de personnes et de conceptions, est réduit à l'immobilisme.

La révolution a fait des pas de géant en 1955-1956. Le congrès de la Soummam, malgré ses erreurs, ses fautes et les malentendus qui en sont nés, a constitué un plafond. Il a su donner à la révolution un embryon de doctrine, un programme et surtout une organisation à l'échelle nationale; il nous a fait sortir du stade « fellaghisme ».

Depuis, aucuns progrès, aucune initiative. Au lieu de corriger les erreurs du congrès en les dépassant, en allant de l'avant, nous avons tourné en rond et perdu notre temps à nous disputer sur le congrès lui-même.

Ce faisant, nous sommes tombés dans l'immobilisme, dans la stagnation.

L'esprit révolutionnaire a disparu chez tous, dirigeants, cadres et militants, pour laisser place à l'embourgeoisement, à la bureaucratie et à l'arrivisme. La fraternité algérienne a cédé la place à la course aux honneurs, aux rivalités, à l'esprit de clan et de région. Le dégoût et le découragement se sont emparés des meilleurs.

B. SITUATION EXTÉRIEURE

Nous avons l'impression qu'une fois passé le vent d'admiration pour la jeune révolution algérienne, une fois passé le mouvement d'indignation pour les massacres et tortures perpétrés en Algérie, l'intérêt pour la cause algérienne *s'est refroidi.*

Nous voyant installés dans la guerre, le monde s'y habitue également. Il continuera à tourner aussi longtemps que durera la guerre d'Algérie et, s'il le faut, jusqu'au dernier Algérien.

En dehors des manifestations rituelles des Afro-Asiatiques, des déclarations habituelles sur les droits du peuple algérien, aucune intervention extérieure efficace pour venir en aide à notre pays héroïque et martyr.

A l'O.N.U., nous avons essuyé deux échecs successifs, car il faut bien le dire, si la première inscription du problème à l'ordre du jour était une victoire, nous étions en droit d'attendre par la suite autre chose que des résolutions platoniques.

Sur le plan maghrébin, la dernière conférence de Tunis a montré que nous avons été plus les instruments que les moteurs et bénéficiaires de la politique combinée.

Victimes de l'alliance occidentale, nous risquons également d'être victimes de l'indifférence soviétique et des faiblesses et contradictions afro-asiatiques.

C. SITUATION DE L'ENNEMI

Si notre insurrection a d'abord surpris la France, si notre dynamisme des premiers temps a ébranlé le dispositif politique et militaire adverse, le colonialisme a fini par se ressaisir dès qu'il nous a vus marquer le pas. L'ennemi a réussi à stabiliser la situation et à nous porter des coups terribles sur les plans militaire, politique, diplomatique.

L'avènement du général de Gaulle renforce considérablement la puissance de l'ennemi.

Sur le plan moral, la France, découragée, divisée, se ressaisit, reprend confiance en sa grandeur et espoir en la victoire.

Sur le plan militaire, le corps expéditionnaire reprend foi et confiance, trouve un regain d'esprit offensif et ne manquera sans doute pas de recevoir tous les moyens dont il aura besoin.

Enfin, sur le plan diplomatique, de Gaulle, capable de grandes initiatives, risque, si ce n'est déjà fait, de barrer définitivement la voie occidentale et de neutraliser le bloc oriental. Il a déjà réussi à nous couper partiellement de nos propres frères (Maroc et Tunisie).

II. – COMMENT EN SOMMES-NOUS ARRIVÉS LA?

La situation est trop grave pour perdre notre temps à faire le procès des personnes, à chercher des culpabilités individuelles.

La responsabilité est collégiale, et c'est une autocritique collective qu'il convient de faire.

Si méthode révolutionnaire *signifie action sur tous les plans, par tous les moyens, en vue, non d'améliorer, mais de transformer radicalement la situation, nous devons reconnaître que nous ne sommes pas des révolutionnaires authentiques.*

L'action révolutionnaire exige d'adapter à chaque moment les conceptions, les méthodes et les moyens au niveau de la lutte, c'est-à-dire à la situation réelle.

Pour notre part nous sommes restés au niveau de 1956.

A. SUR LE PLAN MILITAIRE

1) Stratégie : *nous devions prévoir, et nous l'avons fait, l'ouverture d'un second front, en France même. Malheureusement, la direction de la fédération a été confiée pendant longtemps à des incapables et à des réformistes. Cela n'a pas permis d'engager l'action ni même de la préparer. Une année au moins a été ainsi perdue.*

2) Tactique : *nous nous sommes cantonnés dans la guérilla et l'utilisation des armes classiques et sous-estimé les sabotages et l'utilisation des engins modernes de destruction, l'attaque contre les centres névralgiques du dispositif logistique ennemi (voies de communication, réserves de carburants, usines, marine, aérodromes).*

B. SUR LE PLAN POLITIQUE

Malgré l'existence d'une A.L.N. puissante, malgré l'adhésion unanime de la nation, malgré le remplacement des structures colo-



Keystone

La police française resserre son étau et réussit de très jolis coups de filet qui mettent à mal l'organisation du

des tribunaux dans le

taxe ». Ces « mauvais payeurs » considèrent les « percepteurs de fonds » comme des racketteurs et cherchent à leur échapper. La Fédération de France se charge de les punir, de manière que l'exemple du châtiment qui leur est infligé fasse réfléchir les hésitants. Des « tribunaux F.L.N. », siégeant dans les arrière-salles ou les sous-sols d'hôtels ou de cafés « sûrs », jugent et condamnent les récalcitrants, et ce sont les groupes de choc de l'O.S. qui exécutent les sentences (passage à tabac), séquestration et même peine de mort).

Qu'elles soient perçues dans ce contexte, sous la contrainte physique ou psychologique, ou qu'elles soient versées, comme dans la plupart des cas, de plein gré et de bon cœur, les cotisations mensuelles de la très grande majorité des 400 000 Algériens vivant en France

Ces huit hommes, vedettes sportives, sont passés au F.L.N. qui cherchera à les utiliser à des fins de propagande. Ils

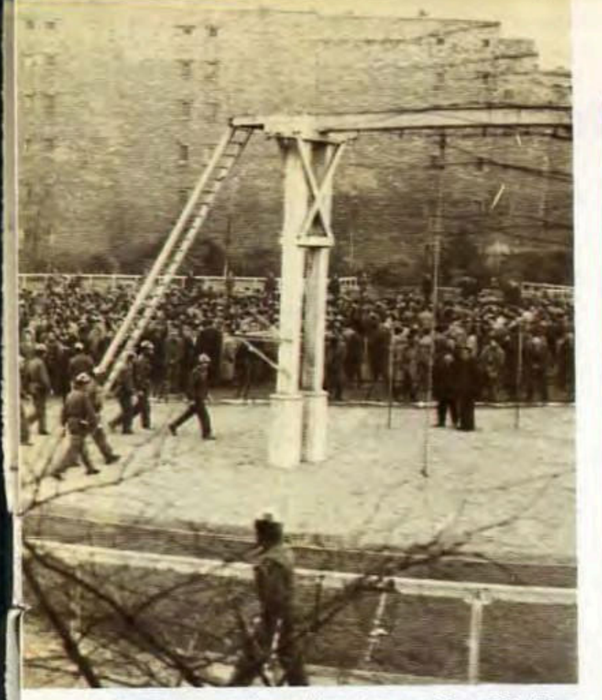








Associated Press



F.L.N. Dans ce stade parisien, des centaines d'Algériens sont rassemblés en attendant l'interrogatoire d'identité.

arrière-salles de café

rentrent régulièrement, en 1958, dans les caisses du F.L.N. Elles sont fixées à 500 francs pour les étudiants boursiers (le tarif est supérieur si l'étudiant est un riche fils de famille ou exerce, parallèlement à ses études, un métier rétribué), à 3 000 francs pour les travailleurs, à 50 000 francs pour les commerçants (davantage même pour certains gros négociants). Seuls sont exemptés les chômeurs et les malades.

Le plus gros des ressources est fourni par les salariés des usines, à travers des collectes clandestines minutieusement organisées par les « trésoriers d'atelier » et les « trésoriers d'entreprise », qui remettent les fonds aux « trésoriers de zone » et aux « trésoriers de région » du F.L.N. Au niveau national, Abdelkrim, qui est entré au « comité fédéral » en même temps que Bouazziz Rabah et qui

seront chargés d'organiser l'« équipe de football F.L.N. » et devront effectuer des « tournées sportives » dans le monde.









suite de la page 1710

niales par notre propre organisation, nous nous battons depuis bientôt quatre ans, dans le cadre périmé d'un mouvement politique revendicatif.

Toute notre politique consistait, en effet, à réclamer, à exiger notre indépendance; nous l'exigeons de l'adversaire, nous voulons que nos frères, nos amis, l'O.N.U. la reconnaissent. Nous la demandons à tous sauf à nous-mêmes, oubliant que l'indépendance se proclame et ne se donne pas.

A une politique effectivement révolutionnaire qui fait table rase des institutions et constitutions françaises, aux initiatives audacieuses concrètes qui font sortir la nation du cadre colonialiste, nous avons préféré le verbiage pseudo-révolutionnaire, l'extrémisme et l'intransigeance de positions figées. Nous nous sommes fourvoyés dans l'impasse du préalable en exigeant pour ainsi dire la capitulation de la France.

A nous en tenir au « préalable », à continuer d'exiger de la France la proclamation de notre indépendance, nous attendrons longtemps à moins que nous ne disposions de l'arme atomique, seule capable pour le moment d'intimider l'ennemi.

En vérité, à regarder de près, la revendication d'indépendance est réformiste. Cela peut paraître paradoxal mais il n'en demeure pas moins que toute revendication, même extrême, est de nature réformiste; elle suppose l'acceptation de l'adversaire.

Plus grave encore : en réclamant l'indépendance nous reconnaissons que, jusqu'à cette reconnaissance, la France détient légalement la souveraineté algérienne.

C. SUR LE PLAN DIPLOMATIQUE

1/ Monde arabe : *au lieu d'en être le ciment et le moteur, nous sommes devenus l'objet des rivalités personnelles et le jouet de politiques étroitement nationales.*

a) Maghreb : *de la méfiance excessive, du début de la révolution, nous sommes tombés dans une confiance aveugle.*

De frères et partenaires égaux, les gouvernements marocain et tunisien ont fait de nous des mineurs ou des incapables. (Cf. Ben Barka dans Al Istiqlal *: « Nous devons devenir le porte-parole du F.L.N. et assumer pour lui l'action politique. ») En définitive, nous avons servi d'épouvantail, d'instrument de chantage à l'égard de la France. Notre lutte a abouti à l'indépendance de deux pays frères, notre carence politique la consolide à notre détriment, car, pour l'heure, les gouvernements de Tunisie et du Maroc s'ingénient à nous faire patienter.*

En un mot « nous faisons la guerre pour le roi de Prusse ».

b) Moyen-Orient : *certes, nous avons reçu des pays arabes une aide morale et matérielle appréciable. Mais sur le plan diplomatique, leur action en rangs dispersés n'a pas été efficace. Les résultats n'ont jamais dépassé les résolutions « nègre-blanc » de l'O.N.U.*

Nous n'avons pas réussi à faire taire les contradictions mineures qui les rongent; nous n'avons pas réussi à les unir autour d'une cause qui apparemment leur semble chère.

Nous n'avons pas obtenu d'eux la seule action efficace : le boycottage économique de l'Occident et notamment le chantage au pétrole.

2/ Bloc afro-asiatique : *son action est nécessairement limitée, mais nous aurions dû dépasser dans nos rapports le stade « Croissant-Rouge ».*

3/ Bloc occidental : *avec ce bloc, nous en sommes encore aux appels aux grands principes de liberté, de démocratie, principes auxquels nous sommes sans doute les derniers à croire. Sortis des principes, nous passons à la menace gratuite et sans suite.*

Nous continuons à parler du passé (l'Algérie a jadis constitué un État) ou du présent (torture) oubliant que l'avenir seul compte (projets politiques et économiques, sort de la minorité européenne).

4/ Bloc soviétique : *malgré leur appui moral et politique (votes à l'O.N.U.), nous avons continué à ignorer l'existence d'une dizaine d'États qui forment le bloc le plus puissant à l'heure actuelle.*

Sans doute, nous avons été guidés par la prudence, ne voulant pas faire de notre pays une nouvelle Espagne ou une nouvelle Corée.

Mais si des inconvénients, des risques, existent, quelle politique révolutionnaire n'en comporte pas?

Que pouvons-nous attendre de plus de l'Occident (U.S.A.) qui finance, arme et soutient politiquement la France?

En ouvrant les yeux, nous constatons que le chantage et la politique de la balance ont parfaitement réussi à divers pays.

Au lieu d'une action extérieure audacieuse et tapageuse, nous adoptons une diplomatie timide et timorée. Bourguiba, « l'Occidental », va nous devancer à Moscou.

III. – QUE FAIRE?

Sortir des sentiers battus, de l'impasse, briser les cadres étroits et périmés de notre politique et de notre diplomatie.

Il est temps, grand temps, de nous mettre à la hauteur de notre révolution et de notre peuple.

Il est urgent de relayer les efforts et les sacrifices de l'intérieur par une action politique et diplomatique vraiment révolutionnaire.

Il faut cesser de spéculer sur nos martyrs. Il ne faut pas attendre que le sang de nos morts change seul le cours des événements.

Le C.C.E., organe suprême, a un rôle à jouer, une responsabilité à assumer.

L'heure est à l'audace, aux initiatives. Notre intelligence politique doit suppléer à notre faiblesse numérique et matérielle.

A. SUR LE PLAN POLITIQUE

Il est nécessaire d'effectuer une reconversion totale de nos conceptions; abandonnons à jamais le style revendicatif, cessons de lutter ou d'exiger dans le cadre « français ».

Il est temps de donner à la nation algérienne, à l'Algérie indépendante qui lutte contre la reconquête coloniale, le statut juridique digne d'elle, le statut d'État souverain.

Proclamons l'indépendance, offrons ensuite à l'adversaire des négociations sur le reste, c'est-à-dire sur les questions de détail : évacuation de l'armée colonialiste, garantie à la minorité. Une fois sortie du cadre de la souveraineté française, une fois rétablie dans son cadre, l'Algérie pourra se payer le luxe de faire quelques concessions de forme afin de gagner l'opinion étrangère.

En ce qui concerne la formation du gouvernement, je vous recommande de méditer l'étude remarquable et les suggestions du frère Aït Ahmed.

Dans le choix de la date, il y a lieu de tenir compte des événements.

L'utilité de se présenter cette fois à l'O.N.U. avec du « nouveau », la nécessité de rattraper un long retard, de répondre à l'impatience de l'opinion algérienne, la nécessité enfin de ne pas attendre la consolidation du régime de Gaulle, tout cela implique la formation du gouvernement avant le mois de septembre.

Serons-nous reconnus?

Sans doute, cette initiative déjouera les plans de Bourguiba, de Balafrej, mais pourront-ils résister à leur opinion publique?

Quant aux autres pays arabes, il y a tout lieu de penser qu'à cause même de leurs rivalités les divers États nous reconnaîtront.

Un certain nombre d'États afro-asiatiques ne manqueront pas également de nous reconnaître.

En ce qui concerne les pays communistes, nous pensons que compte tenu de leur idéologie, de leur politique arabe actuelle, ils ne manqueront pas de nous reconnaître.

Cela suppose cependant que nous prenions contact le plus tôt possible avec les gouvernements intéressés.

En tout état de cause, il serait parfaitement inutile de retourner à l'O.N.U. pour pleurnicher par la voix de Mongi Slim et de Balafrej.

B. SUR LE PLAN DIPLOMATIQUE

Changer de style, de méthode, prendre des initiatives; assez de pleurnicheries, faire une politique XXe siècle, discuter de relations économiques, culturelles, politiques; il est temps enfin d'agir en majeurs, sans passer par personnes interposées; ne jeter l'exclusive sur aucun pays, tenir compte des récentes expériences qui ont montré toute l'efficacité d'une politique de balance et de chantage, utiliser cette politique à l'échelle mondiale et aussi à l'échelle du monde arabe entre occidentalistes et neutralistes.

C. SUR LE PLAN MILITAIRE

Préparons le deuxième front en France, ne serait-ce que pour le cas d'une guerre intensifiée par de Gaulle.

Dans cette perspective, n'y a-t-il pas lieu de recruter des techniciens étrangers et de rechercher des moyens puissants pour frapper brutalement les points sensibles de l'économie française?

CONCLUSION

La situation est grave mais non désespérée. Elle rappelle dans une certaine mesure celle de 1954.

Faute de perspectives révolutionnaires, les dirigeants d'alors se disputaient les honneurs et se rejetaient les responsabilités.

Le C.R.U.A. est venu sortir le mouvement national de l'impasse et l'Algérie de la catastrophe.

Aujourd'hui également seules des initiatives audacieuses, seule une action unie vraiment révolutionnaire nous sortiront de l'enlisement et nous mèneront à la victoire.

Il est temps, juste temps, de nous ressaisir.

Devant nos morts, devant les survivants, devant Dieu, notre responsabilité est très lourde. Sachons l'assumer avec honneur.

Aujourd'hui, le destin de l'Algérie est entre nos mains.

Nous en serons les libérateurs ou les assassins.

Fait au CAIRE le 8 juillet 1958.





Gentz

◀ Pris en chasse depuis Badgasberg, Aït Ahcène sera tué à Bonn par deux hommes de la « Main-Rouge ».

Cette jolie maison, ▶ c'est l'ambassade de Tunisie à Bonn. Que de tractations seront effectuées derrière ces murs !


Gentz

a, au sein de la direction de la Fédération de France, la responsabilité des finances, peut comptabiliser des sommes s'élevant mensuellement, au début de 1958, à 600 millions de francs (un milliard à la fin de l'année).

Le F.L.N. joue au capitaliste

Lorsque l'argent, ce nerf de la guerre d'indépendance, est ainsi centralisé, il s'agit de le faire sortir de France et de le faire parvenir, *via* la Suisse ou l'Espagne, à la direction du F.L.N. au Caire ou à Tunis. Ces tâches sont principalement assumées par des Européens. En France, les « réseaux de soutien au F.L.N. », qui recrutent beaucoup en 1958 (ils finiront par compter près de 3 000 membres en 1960), jouent un rôle décisif dans le transfert des fonds. L'écrivain Francis Jeanson, qui est, à cette époque, le principal animateur de ces réseaux, peut dire, non sans ironie, que, grâce à son trésor de guerre, le F.L.N. peut se comporter comme une véritable puissance capitaliste. Grâce au « matelas financier » qu'il est en mesure de placer dans les banques, le Front engage, en effet, des opérations spéculatives et réalise, par exemple, de substantiels bénéfices en jouant sur les différences de cours des monnaies.

Les membres des réseaux de soutien apportent à la Fédération de France du F.L.N. d'autres aides concrètes : hébergement et transport – parfois au-delà des frontières – de responsables et de militants; impression de brochures et de tracts clandestins; liaisons avec le « collectif d'avocats » français et algériens (Mes Amokrane Ould Aoudia, Benabdallah, Mourad Oussedik) qui assure la « défense juridique et politique » des détenus F.L.N. Venus d'horizons politiques différents – certains se réclament d'un humanisme libéral, d'autres du progressisme chrétien, d'autres des différents courants du marxisme –, ils se lancent individuellement dans cette action d'un type nouveau (le petit mouvement trotskiste de Frank – parti communiste internationaliste – est le seul qui s'engage en tant qu'organisation). Tous tombent cependant d'accord pour agir ensemble auprès d'une opinion publique encore mal disposée, même à gauche, à accepter que l'Algérie ait droit, tout comme la Tunisie ou le Maroc, à son indépendance.

« Même si mon pays a tort, disent bon nombre d'anticolonialistes, je ne peux pas me battre d'une manière directe aux côtés de ceux que beaucoup de mes compatriotes considèrent encore comme les ennemis de mon pays. » C'est pour réfuter ce genre d'argumentation que Francis Jeanson, son épouse, Colette, et certains de leurs amis comme Hélène

Taïeb Boulharouf, ▶ *alias* Pablo, un Algérien au type européen très prononcé. Un vieux militant du P.P.A., l'un des principaux dirigeants de la Fédération de France du F.L.N. En 1961, il négociera à Évian.


Lefebvre/Paris-Match

Cuenat, le professeur en Sorbonne Jean-Jacques Mayoux, l'acteur Jacques Charby, le prêtre Robert Davezies, etc., commencent à préparer le lancement d'une « publication souterraine » destinée à être diffusée parmi les Français plutôt que parmi les Algériens. Une telle feuille permettra, d'autre part, estiment-ils, de mieux faire connaître la nature de la résistance algérienne et les tragiques réalités de la répression antialgérienne à un public qui est tenu dans l'ignorance, parce que la grande presse ne fait que développer les thèmes gouvernementaux et que la presse d'opposition, menacée en permanence par les interdictions, les saisies coûteuses, les poursuites judiciaires, est amenée à pratiquer une permanente autocensure.

Le projet sera assez rapidement mis à exécution; un bulletin de 20 pages intitulé *Vérités pour...* sera tiré clandestinement à 5 000 exemplaires dans un modeste atelier d'imprimerie du 7e arrondissement.

D'une manière générale et du fait de l'importance des « réseaux de soutien » d'inspiration révolutionnaire, le contexte politique dans lequel agit la Fédération de France du F.L.N. est celui de l' « internationalisme prolétarien ». La vision de l'avenir économique et social de l'Algérie après l'indépendance est colorée de marxisme et tous les responsables font preuve d'un radicalisme qui s'accentue au fur et à mesure que la répression frappe plus fort les militants.

Il faut dire qu'une machine aussi lourde et, à certains égards, aussi bureaucratisée que la Fédération de France ne peut pas fonctionner sans recevoir des coups sévères de la police française qui, de temps à autre, démolit des points entiers de l'édifice sans pour autant pou-

L'argent est le nerf ▶ de toute révolution. Pour en obtenir, le F.L.N. n'hésitera pas à avoir recours aux pires violences. Malheur à l'ouvrier algérien qui n'aura pas cotisé ! Lors de perquisitions, la police découvrira parfois de beaux magots. En 1958, l'argent rentrait régulièrement dans les caisses du F.L.N.

Vital/Paris-Match


Avec l'argent de ces hommes qui portent fièrement la ▶ pancarte de l'A.G.T.A. le F.L.N. a rempli ses caisses.

voir démanteler l'ensemble de la construction.

Repéré et traqué par la D.S.T., l'un des membres les plus dynamiques de la direction de l'organisation, Taïeb Boulharouf, *alias* Pablo, doit se cacher au « Pavillon du bout du monde », dans une maison de repos où il trouve refuge grâce à certaines complicités. Il finit par s'établir à Lausanne et il laisse la place, dans cette « planque », à Omar Haraïg, lui aussi identifié par la police. Plusieurs membres de la « commission presse-propagande » quittent Paris après que Ahmed Hadj Ali eut été arrêté (le 5 décembre 1957) par la D.S.T. Celle-ci est également aux trousses d'un autre haut responsable de la « direction fédérale », Hafid Keramane, qui n'a que le temps de filer en Allemagne de l'Ouest.

La « Main-Rouge »

De l'autre côté du Rhin, les affaires du F.L.N. ne sont pas non plus très brillantes à ce moment-là. Son représentant en République fédérale, le jeune avocat constantinois Aït Ahcène, a été abattu de deux balles dans la tête, par deux tueurs de l'organisation terroriste ultra « la Main-Rouge », à Bonn, le 6 novembre 1957, et après cet assassinat, la « mission F.L.N. » a dû se réorganiser dans des conditions difficiles.

La sécurité des leaders clandestins du F.L.N. semble cependant pouvoir être mieux assurée à Bonn qu'à Paris. Le « comité fédéral » décide de tenir un certain nombre de « réunions de travail » dans cette capitale et, à partir de 1958, la Fédération est plus d'une fois dirigée, en fait, à partir de « la base allemande ». C'est, par exemple, à Bonn qu'est conçue l'opération visant à faire quitter la France aux joueurs algériens les plus prestigieux – Rachid Mekloufi, Maouche, Chabri, etc. – chargés de constituer l'« équipe de football F.L.N. » et d'aller effectuer, un peu partout dans le monde, des « tournées sportives » fort utiles pour la propagande de l'Algérie combattante.





Loterrier

Cet éloignement relatif n'empêche pas la direction de la Fédération de France de suivre de très près les affaires françaises. Quatre jours après que le Comité de salut public eut installé, le 13 mai, un pouvoir nouveau à Alger et réclamé un changement de régime à Paris, elle préconise, dans un tract, la « jonction entre le mouvement anticolonialiste français et l'émigration algérienne pour hâter le dénouement d'un problème qui leur est commun » et elle se déclare « disposée à prendre les contacts nécessaires en vue d'étudier concrètement les modalités d'une action commune ».

Les espoirs ainsi mis – une dernière fois – dans les capacités d'action de l'extrême gauche et de la gauche françaises sont vite déçus, et le « comité fédéral » en conçoit une amertume qu'il exprime bientôt publiquement dans un nouveau tract (en date du 25 mai) : « Les partisans de Massu et ceux de Pflimlin sont parfaitement d'accord pour poursuivre et intensifier la guerre d'Algérie. A Paris comme à Alger, le slogan « Algérie française » domine et estompe toutes les autres querelles. »

Assez fasciné par le personnage de De Gaulle (dont il lit attentivement et annote consciencieusement les Mémoires), Lakhdar Ben Tobbal, qui, au sein du C.C.E., est chargé de superviser les activités des dirigeants de la Fédération de France, trouve que ceux-ci ont eu tort de vouloir jouer trop vite, contre le général, la carte des « républicains ». Il ne le leur envoie pas dire, mais ses remontrances sont assez mal prises, car le « comité fédéral » entend affirmer une certaine autonomie vis-à-vis du triumvirat Ben Tobbal-Boussouf-Krim Belkacem, dont les explications sur la mort d'Abane Ramdane (publiées à cette date, dans *El-Moudjahid*) lui semblent (à juste titre) plus que suspectes.

Il reste que la Fédération de France et le C.C.E. se rejoignent dans leur analyse de la situation : les classes dirigeantes françaises sont toujours hostiles à l'idée de l'indépendance de l'Algérie et elles n'évolueront que si le F.L.N. décide de passer à un niveau supérieur de sa lutte – par exemple, en portant la guerre jusqu'en France même. **H**

Albert Paul LENTIN

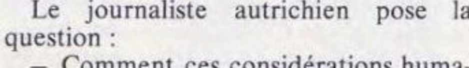
PUIS LE F.L.N. FAIT PATTE

« NOUS n'avons posé aucune condition à l'ouverture de négociations... Nous souhaitons coopérer avec les Français sur la base de relations nouvelles... »

Dans le somptueux palais tunisien que Habib Bourguiba a mis à la disposition du G.P.R.A. nouvellement constitué, Ferhat Abbas pèse chacun de ses mots. Son interlocuteur, le journaliste Artur Rosenberg, l'écoute religieusement. L'observateur a compris dès les premières phrases, qu'à travers les propos du leader algérien, se dessine l'offre de pourparlers. « Enfin, pense-t-il, pour la première fois, entre la France et les rebelles, des négociations semblent ne pas être impossibles. »

Visage mince aux pommettes saillantes, nez busqué, Ferhat Abbas, affable et courtois, occupe pour l'heure « le devant de la vitrine » de la rébellion algérienne. La représentativité du pharmacien de Sétif, son appartenance à la fraction bourgeoise et modérée de la population algérienne lui ont valu les suffrages des « frères » lorsqu'il s'est agi de désigner un président au gouvernement en exil. A ce gouvernement provisoire, il fallait un président, lui aussi provisoire et qui serait en même temps le contraire d'un épouvantail... Ils ne pouvaient trouver mieux.

A ses côtés, pour cette interview de la plus haute importance dont tous les journaux reproduiront demain l'essentiel, se tient, encore tout auréolé de la gloire des maquis, Krim Belkacem, ministre de la Guerre et vice-président du G.P.R.A. La présence, auprès d'un Ferhat Abbas qu'il sent conciliant, de ce représentant de la « ligne dure » du mouvement surprend quelque peu Artur Rosenberg. En fait, Krim n'est pas le fanatique champion de l'intransigeance que l'on croit généralement alors. Au contraire. On le verra bientôt intervenir sans cesse auprès des siens pour leur faire accepter une politique d'entente avec la France.



Une action de terrorisme

Intentionnellement, Ferhat Abbas a placé dès le début de l'entretien le problème de la libération des prisonniers français détenus par le Front. Il déclare :

– Nous continuerons à libérer des prisonniers quelle que soit la réaction du côté français. Aucune intention de propagande ne nous guide dans ce domaine. Seules des considérations humanitaires nous déterminent. Nous n'avons pas posé de conditions et nous ne réclamons pas de contrepartie. Les prisonniers, ajoute le leader algérien, seront remis à la Croix-Rouge, soit en Tunisie, soit au Maroc. Nous libérerons le plus grand nombre possible d'entre eux dans la mesure où l'activité militaire le permettra.

Le journaliste autrichien pose la question :

– Comment ces considérations humanitaires peuvent-elles se concilier avec l'ordre de poursuivre et même de renforcer les actes de terrorisme en métropole ?

Du 24 août au 28 septembre, 181 attentats contre les biens et 242 agressions contre les personnes ont fait 168 blessés et 82 morts, dont 22 métropolitains, parmi lesquels 9 policiers et 5 militaires.

Ferhat Abbas hésite avant de répondre. Puis il dit :

– Un journal m'a prêté à tort un tel ordre. En réalité, les choses sont fort différentes. L'organisation du F.L.N. en France réclamait depuis un an notre accord pour une action de terrorisme. Nous l'avons refusé longtemps avant de le donner il y a quelques semaines. En précisant, toutefois, que les agressions devaient être dirigées, exclusivement, contre les objectifs militaires ou économico-militaires. La population civile devait être épargnée, de même que la police.

Il ajoute :

– Mais vous savez bien que, dans l'acharnement des combats, des ordres sont partout transgressés...

Ainsi, Ferhat Abbas désavoue publiquement et sans ambages la politique menée en métropole par une Fédération de France trop consciente de son importance et peu empressée à obéir aux ordres du G.P.R.A.

– Puisque vous dites que l'ordre de poursuivre les attentats vous a été imputé à tort, puis-je écrire, dans mon compte rendu, que ces actes ne seront pas poursuivis ? interroge Rosenberg.

Visiblement la question embarrasse les deux hommes, qui demeurent un temps silencieux. Ferhat Abbas hésite. Krim Belkacem prend alors la parole :

– Notre gouvernement délibère à ce sujet. Mais nous n'avons pas encore pris de décision.

Artur Rosenberg demande :

– Lorsque, il y a quelques jours, l'organe du F.L.N. a exprimé le désir de négociations, les journaux français ont rapporté que vous posiez comme condition à l'ouverture de pourparlers la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie. Ou que, pour le moins, vous interpréteriez ces négociations comme une reconnaissance de l'indépendance...

– C'est inexact. Nous n'avons posé aucune condition, répond le président du G.P.R.A. Nous n'avons pas demandé la reconnaissance de l'indépendance. Notre proposition est guidée par le seul souci de mettre fin aux souffrances indicibles que le conflit a déjà causées.

Ainsi, en cet automne de 1958, les représentants du Front ont renoncé au fameux préalable de l'indépendance qui jusqu'alors avait bloqué toute tentative de conversation avec les Français. Ce préalable, il n'en était d'ailleurs pas question en novembre 1954, lors du déclenchement de la révolution. C'est l'intransigeance de certains chefs du mouvement – Abane notamment – qui l'avait imposé par la suite. Abane mort, Krim Belkacem et Ben Tobbal avaient reconsidéré la question : « A quoi sert donc ce préalable ? Il n'est pas politique. Il implique la capitulation de la France. Or le rapport des forces nous interdit d'envisager sérieusement cette éventualité. Et même si l'adversaire comprenait nos raisons, il ne pourrait l'admettre, ne serait-ce que par amour-propre. » Dans ces conditions, le G.P.R.A. avait décidé à l'unanimité d'abandonner le préalable de l'indépendance.

Azoulay/Paris-Match



◀ **Dans quelques instants, ces quatre prisonniers français vont recouvrer la liberté. Cette liberté, ils la devront sans doute à Ferhat Abbas, bien décidé à ne pas faire figure d'épouvantail auprès de l'opinion mondiale.**

DE VELOURS



Ballaré

◀ Cette villa de Tunis a été mise à la disposition de Ferhat Abbas par le président Bourguiba. Deux problèmes vont dominer le contentieux entre la France et la Tunisie en cette fin d'année : les incidents de frontière, toujours plus nombreux, et l'accueil fait aux réfugiés algériens.

Ferhat Abbas sort de ▶ sa villa tunisienne. Il a été nommé président du « gouvernement en exil » algérien. Au cours de l'interview qu'il accordera au journaliste Artur Rosenberg, il désavouera les actes de terrorisme commis en France par les groupes de « choc » du F.L.N.



Kahia

Le journaliste autrichien est frappé par l'atmosphère d'espoir anxieux qui se dégage de l'entretien. Il sent que ses interlocuteurs, dont la sincérité, pour lui, est incontestable, en attendent beaucoup. Il ne fait pas de doute, pense Rosenberg, qu'il s'agit bien, cette fois, d'une véritable offensive de paix.

– Je connais de Gaulle pour l'avoir rencontré à Alger, en 1943, poursuit Ferhat Abbas. Je sais que c'est un grand patriote et un homme de bonne volonté. Il est impossible qu'il refuse de comprendre que l'évolution vers la « décolonisation » est irréversible. Il a promis l'indépendance aux Africains. Pour quelle raison la population algérienne devrait-elle être plus mal traitée ? Nous ne sommes pas les ennemis de la France. Nous souhaitons au contraire la coopération avec les Français sur la base de nouvelles relations dès que nous aurons obtenu l'indépendance. Il nous faut faire des concessions pour pouvoir gagner nos hommes, après tout ce qu'ils ont vécu, à l'idée d'une collaboration avec la France. C'est la tâche que nous assumons.

Artur Rosenberg pose une dernière question ayant trait à la forme que revêtiraient d'éventuels pourparlers :

– Ne croyez-vous pas qu'il serait plus facile au gouvernement français d'entrer en négociation sur des questions strictement limitées, comme, par exemple, l'échange des prisonniers ?

– Nous sommes d'accord pour n'importe quelle sorte de conversations, répond le leader algérien. Sur le plan pratique, précise-t-il, nous voyons les choses ainsi : un ou deux représentants de chaque partie se rencontreraient en un endroit neutre pour un échange de vues sur le contenu d'un programme.

Les regards se tournent vers de Gaulle

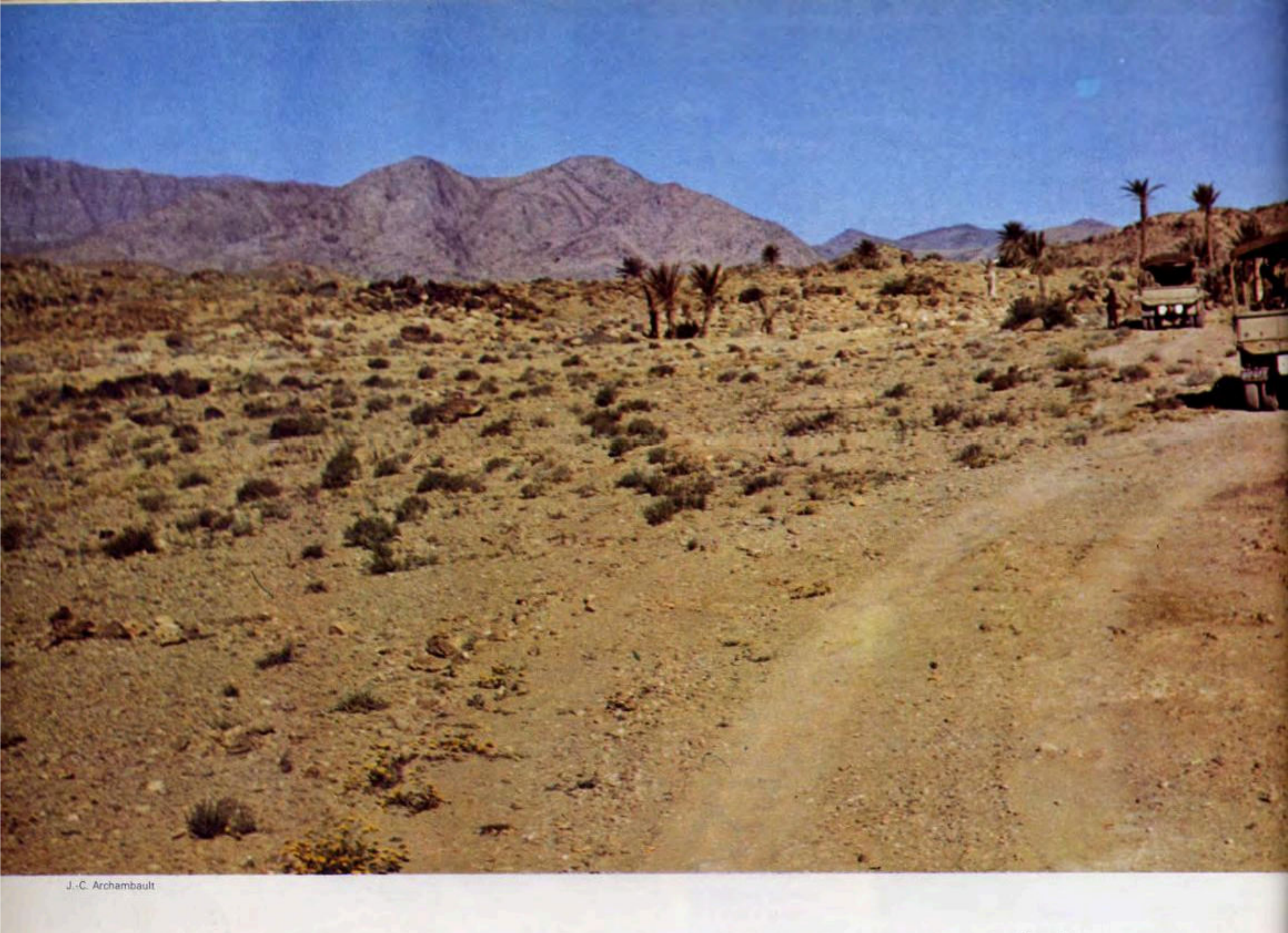
Le journaliste autrichien a obtenu ce qu'en terme de métier on appelle un « scoop ». Le lendemain, l'entretien qu'il vient d'avoir avec les leaders algériens s'étale sous le titre : « Nous ne sommes pas les ennemis de la France » dans le journal chrétien-démocrate de Berlin-Ouest *Der Tag*. Il est ensuite reproduit un peu partout dans le monde.

Ces déclarations de Tunis sont accueillies comme la promesse d'une fin prochaine de la guerre. Beaucoup en France voient déjà la paix se profiler à l'horizon. Jamais, semble-t-il, elle n'a été plus proche. Dans *le Monde* du 15 octobre, André Chennebenoist écrit : « Comme si, à certaines heures historiques, une lueur perçait subitement les ombres immobiles, les déclarations de M. Ferhat Abbas viennent à point ouvrir prudemment, mais nettement, des perspectives nouvelles. »

A présent, il s'agit de savoir comment la France entend répondre à cette ouverture des dirigeants du G.P.R.A. Les regards se tournent vers de Gaulle. Quelle sera sa réaction ? Rosenberg veut espérer, lui aussi, mais connaissant bien les données du problème et le dessous des cartes il sait que cet espoir de paix repose sur des bases éminemment fragiles. Pour lui une chose est certaine : il ne faut pas prononcer un seul mot qui puisse faire croire aux nationalistes algériens qu'il s'agit d'une « capitulation » de leur part.

Dans l'immédiat, l'entretien Abbas-Rosenberg a tout de même un résultat positif. Le journaliste d'outre-Rhin se souviendra, dans les jours suivants, de la petite phrase de Krim Belkacem relative au terrorisme lorsqu'il constatera, comme tous les observateurs, que les attentats ont presque complètement cessé en métropole. C'est que les dirigeants de la Fédération de France ont reçu l'ordre impératif de stopper pour un temps leur action. H

Pierre-Albert LAMBERT


J.-C. Archambault

UN COMMANDO DANS L'ATLAS

IL était devenu évident pour moi que, dans sa forme actuelle, notre compagnie était inadaptée au genre de guerre que nous avons à faire. A tous les échelons, nous nous enlisons dans la routine : bouclage, ratissage. La mise en place de moyens importants n'est pas terminée que, déjà, les rebelles savent où nous allons attaquer et s'échappent. Nos gros bataillons frappent dans le vide : au lieu de surprendre, c'est nous qui sommes surpris.

Une solution s'impose à mon esprit : choisir les meilleurs éléments et former un commando léger, entraîné, apte à vivre dans l'Atlas, comme les rebelles. J'arrive, non sans mal, à convaincre le capitaine. Le colonel, lui, ne cache pas son inquiétude : nous serions les seuls à demander la formation d'un commando. Si l'expérience échouait, il faudrait un nouveau délai pour réorganiser une compagnie classique. Pendant tout ce temps, le potentiel opérationnel du secteur serait diminué à un endroit critique...

Finalement, et avec l'appui du capitaine, j'obtiens satisfaction... Tout au moins en partie. Le colonel accepte, mais à condition qu'un seul peloton porté disparaisse. L'unité en conservera deux à effectif plein et le peloton blindé pour participer aux opérations habituelles.

J'avais espéré mieux qu'une cinquantaine d'hommes. Il faut s'en contenter.

Dès le lendemain, j'épluche les livrets matricules et les notes de tous les tirailleurs et je prends les meilleurs. A force de discuter avec les chefs de peloton, j'arrive à leur arracher les Européens un à un et forme deux petites sections de vingt-cinq hommes, dont la moitié sont africains. Simultanément, pour augmenter mes effectifs et accroître ma capacité d'adaptation au djebel, je recrute des harkis.

A Laghouat, le 2e bureau consent à m'aider. Il me passe trois de ses hommes et me signale des éléments possibles parmi les fellaghas prisonniers. Je vais les voir en prison. Pour les semi-nomades, la captivité est la pire des choses. En échange de leur liberté, ils acceptent de combattre leurs anciens camarades. Ils font la guerre par plaisir, un peu comme nous allons à la chasse. Ils respectent le chef qui les a battus et servent volontiers sous ses ordres — à condition qu'il soit toujours vainqueur.

« Tu sais te battre »

La dernière fiche avait attiré mon attention. C'était celle d'un jeune d'Aïn-Mahdi : au cours d'un combat, il avait égorgé trois Européens d'une compagnie saharienne ; une autre fois, revêtu d'un uniforme de l'armée française, il a traversé les barrages du système de défense de Laghouat et tranché la gorge à quelques-uns de nos sympathisants avant de se faire prendre.

— Je te connais, Ahmed. Tu es d'Aïn-Mahdi. J'ai souvent discuté avec ton père, Ben Ziane. C'est moi qui ai tué Abdallah et pris l'O.P.A.



◀ Départ en opération. Les hommes vont tenter de prendre contact avec des maquisards qui leur ont été signalés. Il a fallu trois mois d'entraînement pour que les hommes du commando soient en mesure de combattre avec efficacité. Ce sont eux, maintenant, qui ont l'initiative. De jour comme de nuit, ils sillonnent et ratissent le djebel.

Pochard

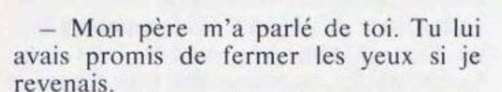


Marches et escalades ! ▶ Les hommes grimpent lentement par des sentiers de chèvres. Parmi eux, un certain nombre de fellaghas qui ont rallié les troupes françaises. Ils ont accepté de combattre leurs anciens camarades, contre leur liberté. Pour eux, la guerre n'est rien de plus qu'une partie de chasse dont l'homme serait le gibier.

Coll. particulière



◀ Le terrain est dur, la nature, hostile. Il leur faut marcher des heures sous un soleil brûlant, attentifs aux « fells » qui rôdent, aux pierres qui glissent sous leurs pieds et roulent avec fracas dans le ravin, à la roche pourrie qui s'effrite sous le poids des hommes.



– Mon père m'a parlé de toi. Tu lui avais promis de fermer les yeux si je revenais.

– Si tu l'avais écouté, tu n'en serais pas là.

– Inch Allah !

– Tu sais te battre, j'ai besoin d'hommes comme toi.

– Je me battrais avec toi, mais le juge ne me laissera pas sortir.

– Si tu acceptes, je t'emmène et ensuite, je m'occuperai de toi et t'épargnerai tout ennui. Tu peux me faire confiance. Tu as ma parole.

– J'accepte.

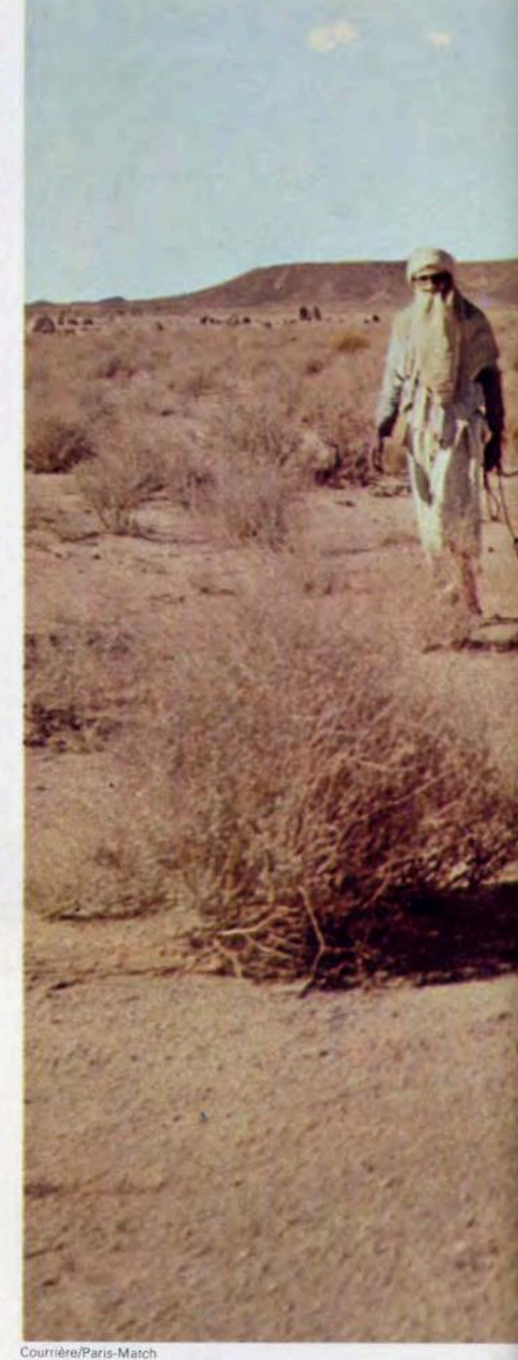
Nous sommes maintenant trois sections, dont deux commandées par des sous-lieutenants. Dans chacune, les tirailleurs constituent l'élément feu avec une équipe fusil mitrailleur et une équipe fusil lance-grenades. Les Européens et les harkis sont répartis dans trois équipes légères et sont chargés de l'éclairage et du guet.

Trois mois d'entraînement sont nécessaires pour nous transformer en un commando en état de combattre.

Sport, tirs, combats et surtout marches et escalades de jour comme de nuit. Garder son équilibre en montagne, sac au dos, malgré la falaise, les éboulis, la roche pourrie qui s'effrite sous vos pieds, n'est qu'une question d'habitude, même dans l'obscurité totale. C'est alors qu'arrive la note de service. Elle prévoyait l'organisation de commandos, destinés à sillonner le djebel... Mais personne n'avait voulu en tenir compte, car cette organisation était trop contraire aux habitudes. Un officier ▶


Marchadier

Un chasseur se détache sur le ciel clair : un T-6, avion d'appui et de reconnaissance. En dessous, passe une caravane de chameaux lourdement chargés. Simples nomades allant à la ville vendre leurs marchandises ou bien sympathisants F.L.N. allant au rendez-vous que leur a fixé une bande de fellaghas?


Courrière/Paris-Match

sur les traces des fellaghas, les hommes du commando se glissent dans la nuit

du 3e bureau, ayant entendu parler de mon expérience, l'a retrouvée, au fond d'un tiroir... Elle arrive bien, car elle va me permettre de réclamer certains équipements en remplacement de ceux dont nous disposons et qui sont insuffisants. Juste pour notre première sortie, un prisonnier a révélé que des membres de l'O.P.A. doivent se trouver au nord de Tadjerouna pour prendre contact avec une bande. Deux compagnies, une de la légion et la nôtre, doivent ratisser une large vallée parallèle à l'Atlas. Elles partiront chacune d'une extrémité et avanceront l'une vers l'autre. Notre commando va tenter de s'infiltrer de nuit dans le djebel.

Tous feux éteints

Des véhicules, tous feux éteints, nous ont déposés à 10 kilomètres des montagnes. Bientôt, les difficultés commencent. Le terrain est dur. Sans arrêt, la queue de colonne me fait passer : « Mon lieutenant, ça ne suit pas : la troisième section perd le contact. »

Je donne l'ordre de l'attendre. L'adjudant-chef qui la commande paye pour tout le monde.

– C'est la dernière fois que je vous attends. Nous sommes en retard sur l'horaire.

– Mon lieutenant, c'est impossible...

– Si vous n'êtes pas capable de suivre, faites demi-tour et n'emm... pas tout le commando ! Au lever du jour, planquez-vous, pour ne pas gêner l'opération.

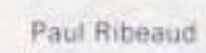
Une demi-heure plus tard, l'adjudant-chef et ses hommes se sont à nouveau évanouis dans la nuit. Je ne m'en occupe pas et continue.

Nous atteignons notre objectif au jour naissant. J'ai à peine le temps de camoufler les hommes dans les rochers et d'installer les guetteurs. Leurs emplacements sont mauvais : ils voient mal la vallée que nous devons surveiller. J'ai beau savoir que mon rôle est secondaire, je m'en veux d'avoir manqué cette mise en place.

A 8 heures, nous apercevons au loin les éléments de la légion. Je sais par la radio que ma compagnie poursuit, de son côté, son avance.

A 8 h 30, la légion ouvre le feu sur quatre fellaghas. Bien tranquilles, ceux-ci se glissent vers le sud, convaincus de n'y trouver personne. Nous les repérons alors qu'ils se dirigent vers une passe profondément encaissée, que notre position domine de plusieurs centaines de mètres. Il n'est plus question de se cacher, mais de leur couper le passage. Je laisse un groupe sur la crête et j'entraîne le reste du commando à toute allure. Les hommes dérapent, tombent, glissent sur le dos... De grosses pierres se détachent et rebondissent avec fracas... On dirait une bande de singes déchaînés. Nous arrivons dans la passe quelques secondes avant les fellaghas. En nous apercevant, le premier se couche. Il est fait prisonnier avant d'avoir eu le temps de se relever. Les autres se replient. L'un est tué par la légion, l'autre par ma compagnie. Le dernier parvient à s'échapper. Tout s'est passé en cinq minutes. Notre prisonnier est le collecteur de fonds. Son portefeuille, qu'il avait tenté de cacher sous une touffe d'alfa, contient 500 000 francs : de quoi terminer les bâtiments de notre camp à Tadjerouna.

Je retrouve mon adjudant-chef et sa section dans la plaine. Il est vexé d'avoir été abandonné... mais si nous l'avions attendu, les fellaghas seraient passés.


Paul Ribeaud





Quelques jours plus tard, le commando fait une seconde sortie pour terminer son entraînement. Nous partons pour le djebel Mimouna, à 25 kilomètres de Tadjerouna. Ce djebel constitue un repaire idéal pour les fellaghas. Nous n'avons pas l'intention de nous infiltrer au cœur du massif, mais seulement de trouver une position d'observation sur la bordure sud.

Tous phares éteints, les véhicules avancent lentement dans la nuit. A 1 heure du matin, ils nous déposent à 15 kilomètres de l'objectif. Nous avançons de plus en plus difficilement. La plaine est sillonnée d'une multitude de petits oueds, dont les berges s'effondrent sous le poids d'un homme. A mesure que le terrain devient rocheux, leurs lits desséchés sont encombrés de blocs de pierre et de gros galets. Heureusement, l'obscurité n'est pas totale et les obstacles se devinent. J'emmène le commando à toute allure. Il est indispensable d'habituer les hommes à progresser sur tout terrain aussi rapidement que les fellaghas qui parcourent, couramment, 40 kilomètres en une nuit.

A 5 heures, la section de tête parvient à la ligne de crête qui doit nous servir d'observatoire. Et quand le jour se lève, mes trois sections sont échelonnées sur 800 mètres. Mes guetteurs, en équipe de deux (un Européen et un harki), sont couchés ou assis dans des failles au ras du sommet. Les autres hommes sont dissimulés légèrement en contrebas.

◄ **Derrière les lauriers-roses et les touffes d'alfa, les combattants se cachent. La région est infestée de fellaghas. Les embuscades se succèdent. Pour lutter, une seule solution : former un commando léger, entraîné à vivre dans l'Atlas comme les insurgés.**

Il fallait tirer

A 10 heures, les guetteurs signalent un cavalier, très loin dans la plaine, en zone interdite. Il avance dans notre direction. Deux fellaghas apparaissent au point le plus élevé du Mimouna. Ils descendent la face sud par un sentier de chèvres, qui aboutit à nos pieds. Ils ne se pressent pas ; marchant l'un à côté de l'autre, l'arme à la bretelle. J'obtiens ainsi la preuve qu'il est possible de se ►

au rendez-vous de la katiba, une caravane de chameaux chargés de ravitaillement

glisser dans le djebel sans alerter l'ennemi.

La suite de la démonstration est moins heureuse. Le sentier que suivent les fellaghas passe à trente mètres de ma section. Je n'ai qu'à faire ouvrir le feu à bout portant, mais je décide inconsidérément d'essayer de les faire prisonniers. Je me glisse sous les touffes d'alfa jusqu'à la piste. Pendant ce temps, et évidemment hors de ma vue, ils quittent le sentier et passent derrière moi à vingt mètres seulement de mes F.M... Les chefs de pièce n'osent pas tirer de crainte de m'atteindre. Quand, enfin, ne voyant rien venir, je lève la tête, ils sont loin. J'ai commis une erreur : il fallait tirer en toute sécurité. J'essaie, en vain, d'obtenir Tadjerouna par radio pour réclamer des camions : la portée de mon émetteur est insuffisante.

Deux mois se sont écoulés depuis la formation de « Lorraine ». Il nous reste encore un mois pour parfaire notre organisation et faire nos preuves.

L'opération suivante risque de tourner encore plus mal. L'adjoint du secteur a déduit que, puisque j'avais repéré deux rebelles, c'est qu'une bande importante occupait le djebel Mimouna. Conclusion : une opération bouclage-ratissage s'imposait.

J'obtiens difficilement l'autorisation de m'infiltrer avec le commando, au milieu de la nuit, en plein centre du massif. L'opération aura lieu au jour. Bien installés dans les falaises nous


Paul Ribeaud

Ici comme partout, soldats et enfants font bon ménage.

pourrons renseigner les troupes arrivant à pied ou en hélicoptères.

Sur les 20 kilomètres du parcours, les trois derniers sont un cauchemar. Les eaux ont taillé dans le roc d'énormes marches dans lesquelles nous butons. La nuit est totalement noire et, pour ne pas nous perdre, nous avançons comme des chenilles processionnaires, chacun agrippant le sac de celui qui le précède, lui-même agrippé par celui qui le suit.

A 4 heures, nous débouchons enfin dans un large oued en altitude. Je disperse le commando sous les lauriers-roses et les buissons du centre de la vallée. Les guetteurs grimpent à 1 700 mètres sur les crêtes qui nous entourent.

J'attends avec impatience le ronflement des hélicoptères et des moteurs des camions dans la plaine. A 6 heures, toujours rien. Aucun contact radio. Enfin, deux chasseurs apparaissent et tournent en rond au-dessus de nous.

– T-6 de Lorraine. Éloignez-vous, vous allez nous faire repérer.

– Soleil vous fait dire que l'opération est décommandée. Rejoignez immédiatement.

Pour un peu, il courrait à reculons !

Le colonel n'a évidemment aucune idée de l'effort physique considérable qu'exige une telle randonnée ; de plus, en plein jour, nous nous exposons à être massacrés par une katiba entière.

Les T-6 reviennent.

– Négatif. Ordre de rentrer immédiatement maintenu.

– Ordre reçu, mais nous ne faisons pas demi-tour. Nous traverserons au contraire le Mimouna du nord au sud pour éviter une embuscade.

Une heure de manœuvres prudentes et nous arrivons, enfin, à la crête. Une piste chamelière s'offre à nous. Nous la prenons et en profitons pour accélérer la cadence au maximum. Le caporal-chef Baptisto, dernier de la colonne, se retourne constamment. Pour un peu il courrait à reculons ! Soudain, deux rafales de pistolet mitrailleur et des coups de fusil. Je fais demi-tour avec une section. Baptisto est tout pâle : il vient de louper trois fellaghas qui marchaient derrière lui et dont l'un était armé d'un F.M... Ils nous avaient pris pour un élément de chez eux et couraient pour rattraper leur retard. Ils ont dû être encore plus surpris que lui. Pas de doute, nous nous sommes introduits dans une katiba.

Le pas gymnastique s'impose. Il est adopté spontanément par toute la section : notre entraînement sportif porte ses fruits.

Nous dévalons à toute allure dans la plaine et surprenons une caravane de quinze chameaux chargés de deux tonnes de ravitaillement, dont nous nous emparons sans coup férir : sans nous en douter, nous avions devancé la katiba au rendez-vous.

Nous avons eu une drôle de chance.


J. Prayer

Les véhicules les ont déposés aux pieds des montagnes. Après, ce sera la longue marche par les sentiers.


J. de Geyer

Entre deux opérations, séance de tir rapide. Le soldat devra souvent la vie à la qualité de son entraînement.


Cd Grégoire

Les commandos de chasse permettent aux musulmans de mener la guerre qui leur plaît, loin des casernes.

Cinq minutes plus tôt ou plus tard, nous étions massacrés. Cette fois, la preuve est faite : nous pouvons nous infiltrer dans le dispositif ennemi sans être signalés.

« Lorraine » est né. « Lorraine » est maintenant devenu opérationnel. 

Christian GRÉGOIRE

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : ***Maurice Dumoncel***
Directeur des périodiques : ***Georges Mazoyer***

Directeur :	Dessinateur :
Yves Courrière	***John Batchelor***
Conseiller auprès	Fabrication :
de la Direction :	***Roger Brimeur***
Général Beaufre	Secrétariat
Rédacteur en chef :	de la rédaction :
Jean Fontugne	***Brigitte***
Adjoints :	***Le Pelley Fonteny***
Jacques Kohlmann	Adjoint :
Marie Elbe	***Charles Meyer***
Chef service photo :	Directeur
François Wittmann	de la promotion :
Directeur des publications	***Jacques Jourquin***
Historia :	Assistantes :
Christian	***Chantal de Pinsun***
Melchior-Bonnet	***Françoise Rose***
Administration :	Relations publiques :
Christian Clerc	***Claude Bénédick***
Maquettiste :	Abonnements :
Edmond Fréson	***Jean-Loup Pellé***

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14[e]. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14[e]. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48[e] numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
(juillet 1958)

FRANCE

7 : le général de Gaulle complète son gouvernement : Soustelle, ministre de l'Information ; Malraux, ministre des Affaires culturelles ; Boulloche, ministre délégué à la présidence.
Création de « l'Union des forces démocratiques ».
13 : de Gaulle adresse « un message d'amitié et un message d'espoir » aux populations d'outre-mer : évocation de nouvelles institutions et d'un lien fédéral.
10 : création du Comité consultatif constitutionnel.
29 : de Gaulle présente l'avant-projet de Constitution.
31 : annonce de 50 milliards d'impôts nouveaux.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1[er]-3 : second voyage du général de Gaulle, accompagné de Guy Mollet, en Algérie : Constantine, Alger, Batna, Tizi-Ouzou et les postes militaires isolés. « Un certain malaise » se fait jour dans les milieux européens.
4 : décrets sur l'Algérie : vote des femmes et collège unique.
Le Maroc interdit l'accès de son territoire aux militaires français.
10 : fin de l'évacuation des troupes françaises du Sud tunisien.
14 : révolution en Irak : assassinat du roi Fayçal II et du premier ministre Nouri Saïd, proclamation de la République, prise du pouvoir par le général Kassem.
Nouveaux troubles au Liban. Le président Chamoun demande l'aide des États-Unis.
15 : débarquement de 5 000 marines *américains au Liban.*
Le Conseil de sécurité examine la situation au Moyen-Orient.
17 : le roi Hussein se proclame chef de l'Union arabe et appelle la Grande-Bretagne à l'aide. Arrivée de troupes aéroportées britanniques en Jordanie.
19 : accord d'assistance entre la République arabe unie et l'Irak.
24 : regroupement des forces françaises au Maroc oriental.
26 : signature d'un accord pétrolier entre le Maroc et l'Italie.
31 : le général Chehab président de la République du Liban.

AMÉRIQUE

6 : Adolfo López Mateos, président de la République du Mexique.
10 : création d'un Conseil de défense commune entre les États-Unis et le Canada.

ASIE

24 : Mendès-France en visite en Chine.
31 : voyage secret de Khrouchtchev à Pékin.

EUROPE

8 : entretiens tripartites (Yougoslavie-R.A.U.-Grèce) à Brioni.
17 : entrevue secrète Nasser-Khrouchtchev à Moscou.
28 : réunion du conseil du Pacte de Bagdad à Londres.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



TERRORISME ET DISCOURS DE CONSTANTINE

Sommaire

● Terrorisme en France
Le Front de libération nationale constate brutalement, au lendemain du 13 Mai, que la majorité des Français musulmans d'Algérie s'est ralliée au mouvement de fraternisation. L'arrivée de De Gaulle au pouvoir inspire aux dirigeants du F.L.N. les plus vives inquiétudes quant à l'avenir de l'insurrection. Ils décident de passer à l'action terroriste... en France.

● Le discours de Constantine
Au lendemain du triomphal référendum du 28 septembre, de Gaulle se rend en Algérie pour y prononcer un important discours politique. Ses déclarations diviseront les auteurs du 13 Mai, enlèveront une grande partie de leur autorité aux comités de salut public et ouvriront un nouveau chapitre de la guerre d'Algérie.

● La vie quotidienne
Perdu dans un petit poste isolé, que peut bien faire le soldat à longueur de journée et de nuit ? L'histoire d'un appelé toujours sur le qui-vive...

● Commando Lorraine
« ... A 23 heures, Lorraine est rassemblé au complet. J'explique ce que nous allons faire aux chefs de section et de groupe. Ils comprennent vite, et les hommes après eux, que tout repose sur une progression absolument silencieuse : si les fellaghas nous entendaient, ils pourraient s'échapper ou, pis encore, nous surprendre en pleine escalade. En démarrant à minuit, nous avons cinq heures pour faire trois kilomètres... »

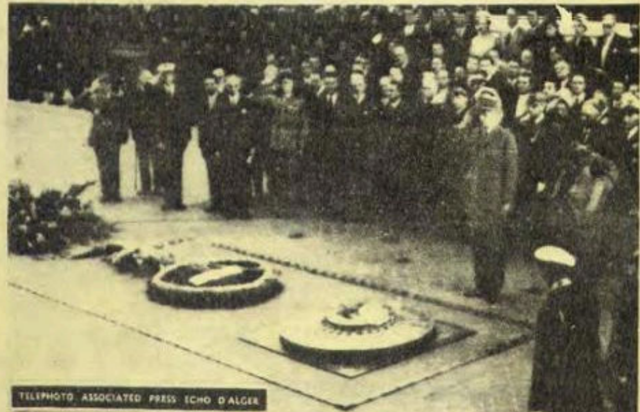
Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 4[e] trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 263 - 20 novembre 1972.

L'ÉCHO D'ALGER

Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Trois éditions quotidiennes — Directeur général : Alain de SERIGNY — 20 francs : En métropole : 25 FRANCS — 20, rue de la Liberté — Téléphone : 373-80 à 85 — Jeudi 19 Juin 1958

La FRANCE entière a célébré le 18 juin dans la ferveur et l'espérance retrouvées

- A PARIS, de l'Etoile au Mont Valérien
- A ALGER, du monument aux morts au Jardin d'Essai



TELEPHOTO ASSOCIATED PRESS ECHO D'ALGER

le flambeau symbolique a perpétué la flamme du renouveau

INFORMATION PAGE 3

Un télégramme du général SALAN au général de GAULLE

« L'Algérie, encore frémissante de l'enthousiasme suscité par votre visite et vos paroles, a célébré avec ferveur l'anniversaire du 18 juin.

« J'ai l'honneur de vous transmettre son message de fidélité et de reconnaissance. » Signé : SALAN. »



Avant de tenir demain une conférence de presse

M. SOUSTELLE s'entretient à Paris avec les ministres d'Etat d'une formule d'intégration

M. BROUILLET a rendu compte au chef du gouvernement de son voyage à Alger

PARIS. — Depuis le renouveau marqué par le voyage du général de Gaulle en Algérie, M. Jacques Soustelle, qui tiendra vendredi une conférence de presse, a engagé des entretiens avec les ministres d'Etat pour trouver la formule des futures institutions algériennes. M. Soustelle estime qu'une certaine forme d'intégration est possible et qu'elle n'offre pas les inconvénients que certains avaient dénoncés.



TELEPHOTO ASSOCIATED PRESS ECHO D'ALGER

LES ALGÉROIS ONT DANSÉ HIER *pour la première fois* DEPUIS 4 ANS

FARANDOLES FRANCO - MUSULMANES

Départ en flèche de l'émission

LES FRANÇAIS se ruent sur l'emprunt et, massivement vendent leur or

3 MILLIARDS 700 MILLIONS DE FRANCS DE METAL PRECIEUX SONT RENTRES HIER EN UN QUART D'HEURE A LA BANQUE DE FRANCE

PARIS. — En un quart d'heure — dans l'ouverture quotidienne du marché libre de l'or à la Bourse de Paris — 4,5 tonnes d'or en lingots ou en barres dont 50 de 12 kilos, 200.000 « napoléons » et 300.000 pièces d'or étrangères ont été vendus aujourd'hui et sont rentrés dans les caves de la Banque de France, au compte du fonds de stabilisation des changes, pour un total de 3 milliards 700 millions de francs.

« L'or qui rapporte »

SUITE EN PAGE 4

LES ENTRETIENS DE TUNIS



TELEPHOTO ASSOCIATED PRESS ECHO D'ALGER



Alger conserve encore sa confiance au général de Gaulle, l'« Homme du 18-Juin ». La commémoration de l'appel en cette année 1958 sera marquée, en métropole comme en Algérie, de manifestations exceptionnelles. La confiance revenue facilite le placement de l'emprunt Pinay. Même les problèmes tunisien et marocain sont analysés sous un jour bien différent.